

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N°2023/44 à N°2023/63

DU CONSEIL COMMUNAL

DU 22 JUIN 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin 2023, le Conseil Communal de la Commune de Lomme s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de la Commune Associée de Lomme, à la suite de la convocation en date du quinze juin deux mille vingt-trois, laquelle convocation a été publiée sur le site de la Ville, conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 35

PRESENTS :

M. Olivier CAREMELLE, Maire.

Mme Delphine BLAS – M. Jean-Christophe LIPOVAC - Mme Muriel SERGHERAERT - M. Michel VANHEE – Mme Karima HARIZI – M. André BUTSTRAEN – Mme Claudie LEFEBVRE – M. Bouchta DOUICHI – M. Alain GRILLET, Adjoints au Maire.

Mme Mauricette GOURDIN – Mme Monique LEROY – Mme Marie-Pierre SEGOND – M. Serge THERY – Mme Valéria GRASELLI – Mme Nouria BELAYACHI – M. Roger VICOT – Mme Isabelle CAMBIER – M. Lucas LEROY – Mme Stéphanie MORELLI – M. Lucas WACRENIER – Mme Claire ZYTKA-TARANTO – M. Vincent DHELIN – Mme Véronique DELEPLANQUE – M. Joffrey LEROY – Mme Catherine de RUYTER – M. Jérôme FRANCIN – M. Nicolas GROSSE, Conseillers Communaux.

EXCUSES :

Mme Cécile MESANS, Adjoint au Maire

M. Philippe LEMIERE - M. Roger LAURENT - Mme Anne LEDUC – M. Cédric BERLEMONT - M. Romain FYVEY, Conseillers Communaux.

ABSENT :

Maxime MOULIN, Conseiller Communal.

Madame Cécile MESANS a donné pouvoir à Madame Claudie LEFEBVRE.

Monsieur Philippe LEMIERE a donné pouvoir à Monsieur Michel VANHEE.

Monsieur Roger LAURENT a donné pouvoir à Monsieur Olivier CAREMELLE

Madame Anne LEDUC a donné pouvoir à Madame Delphine BLAS

Monsieur Cédric BERLEMONT a donné pouvoir à Monsieur Alain GRILLET

Monsieur Romain FYVEY a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC.

CONSEIL COMMUNAL DE L'OMME

SEANCE

Du 22 juin 2023

DELIBERATION

2023/ 44 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LILLE SUR LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL 3 (PLUI 3) ARRETE LE 10 FEVRIER 2023 PAR LE CONSEIL METROPOLITAIN.

I. PRESENTATION DU PROJET DE PLU3 ARRÊTE LE 10 FEVRIER 2023

Par délibération 20 C 0405 du 18 décembre 2020, le conseil de la Métropole européenne de Lille a décidé d'engager la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU2), et des Plans Locaux d'Urbanisme des communes d'Annœullin, Allennes-les-Marais, Aubers, Bauvin, Bois-Grenier, Carnin, Fromelles, Le Maisnil, Provin, et Radinghem-en-Weppes.

Par cette révision, la Métropole a pour objectifs de conforter et poursuivre les ambitions ayant guidé le projet de territoire adopté lors de l'approbation du PLU2 en décembre 2019, à travers un document de planification urbaine unique, harmonisé et synchronisé à l'échelle de ses 95 communes membres, qui :

- poursuit les engagements pris lors de l'adoption des Plans Locaux d'Urbanisme approuvés le 12 décembre 2019 ;
- poursuit l'intégration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;
- accompagne l'évolution des objectifs du territoire en matière d'habitat et de mobilités du territoire que traduisent notamment le Programme Local de l'Habitat (PLH3) ou le Plan Métropolitain d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (PMAHGDV) arrêtés ;
- accompagne les objectifs du territoire en matière de déplacements et mobilités que traduisent notamment le Plan de Mobilité (PDM) et le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) arrêtés ;
- consolide la politique d'urbanisme commercial à l'échelle du territoire métropolitain ;
- conforte la traduction de la charte " Gardiennes de l'Eau" à l'échelle des vingt-six communes engagées pour la préservation des secteurs nécessaires au captage des eaux pluviales et à l'alimentation des nappes phréatiques ;
- répond aux évolutions induites par la crise sanitaire en s'intégrant dans un processus de résilience territoriale (santé environnementale, plan de relance économique,...) ;
- accompagne l'élaboration de projets opérationnels concourant aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), soit qui n'ont pas pu être intégrés dans le PLU2 en 2019, soit qui répondent aux projets portés par les communes dans le cadre du mandat 2020-2026.

I.1 Débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le 23 avril 2021, les élus métropolitains ont débattu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du futur PLU, comme le prévoit l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme.

Les débats sur le PADD à la MEL ont mis en exergue les enjeux suivants :

- répondre aux besoins en logements propres à notre territoire, relativement jeune et qui doit faire face à de nouveaux défis en pleine crise sociale et énergétique ;
- accompagner l'économie métropolitaine, ou comment, après la crise sanitaire et les questions soulevées par la mondialisation de l'économie, le territoire avec son histoire économique bien spécifique peut résoudre les enjeux de la proximité, de l'attractivité et de la souveraineté ;
- la place de la nature en ville et la préoccupation de la santé environnementale et plus généralement celui de la qualité globale du cadre de vie, etc. ;
- celui toujours plus prégnant des mobilités et de la nécessité de mieux organiser la ville des proximités, enjeux intimement liés aux défis énergétiques et climatiques du territoire.

Par délibération n° 21/323 en date du 29 juin 2021, les élus de la Ville de Lille ont partagé les grandes orientations développées par le PADD métropolitain. Elle a souhaité toutefois préciser les enjeux qui méritaient d'être réaffirmés dans la version définitive du PADD et dans ses futures déclinaisons réglementaires. Sa contribution au débat visait à ce que le document mette davantage l'accent sur une vision durable et solidaire du projet urbain et paysager de la métropole.

Il s'agissait notamment que le document puisse :

- traduire les ambitions « durable et bas carbone » ;
- développer la trame verte urbaine ;
- permettre de mieux lutter contre les îlots de chaleur urbains ;
- réaffirmer pour le territoire lillois la priorité au renouvellement urbain ;
- encourager toutes les nouvelles formes de mobilité ;
- faire de l'objectif de réduction des inégalités socio-spatiales un élément de structuration du PADD par la diversification du parc de logements et la poursuite de la rénovation urbaine ;
- permettre le recyclage de l'appareil commercial ;
- accompagner le développement de l'agriculture urbaine et toutes les initiatives concourant à la mise en place de circuits courts d'alimentation.

I.2 Bilan de la collaboration entre la MEL et les communes membres

Oltre le débat sur le PADD, les Maires et Conseils Municipaux ont été étroitement associés à toute la phase d'élaboration du projet de PLU3 conformément aux modalités de collaboration fixées par le Conseil métropolitain le 18 décembre 2020.

I.3 Bilan de la concertation préalable avec le public et les partenaires

La concertation avec les citoyens et plusieurs partenaires publics tels que la Chambre d'agriculture a permis de recueillir les attentes du territoire et de ses acteurs, qu'elles soient formulées à l'échelle métropolitaine, communale ou infra communale.

Au terme de cette concertation, 861 contributions ont été recueillies, dont 562 portent effectivement sur la révision du Plan Local d'Urbanisme. Les contributions recueillies portent sur :

- les principaux axes thématiques qu'interroge la révision générale à l'échelle métropolitaine (350 contributions) ;
- des sujets individuels ou localisés à l'échelle communale (168 contributions) ;
- des secteurs de projets urbains particuliers (44 contributions).

La manière dont les contributions du public ont été prises en compte dans le projet de PLU3 est détaillée et motivée dans le bilan de concertation tiré par le Conseil Métropolitain le 10 février 2023 et son annexe consultable à partir du lien suivant :

https://diffuweb.lillemetropole.fr/PLU3/bilan_de_la_concertation/

* *
*

A l'issue des débats métropolitain et municipaux, suite aux échanges réguliers menés entre les communes et la MEL, et fort des propositions émises par les citoyens et plusieurs partenaires publics, le Conseil Métropolitain a arrêté le projet de PLU3 par délibération du 10 février 2023 (23 C 0034) consultable sur le lien suivant :

<https://diffuweb.lillemetropole.fr/PLU3/V20230210/index.html>

Le contenu du projet de PLU3 arrêté est également consultable sur demande en format papier au siège de la MEL, 2 boulevard des Cités Unies à LILLE.

* *
*

En application des articles L.153-33 et R.153-11 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU3 arrêté par le Conseil Métropolitain du 10 février 2023 est soumis pour avis aux 95 communes de la MEL. Il a été reçu en Mairie le 13 mars 2023.

Il est également soumis à l'avis de l'autorité environnementale et des autres personnes publiques associées telles que l'Etat, la Chambre d'agriculture, la commission départementale des espaces naturels et forestiers, la Chambre du commerce et de l'industrie.

À l'issue de la consultation des communes et des personnes publiques associées, le PLU3 arrêté et les avis émis par les Conseils Municipaux, et personnes publiques associées seront soumis à une enquête publique prévue à l'automne 2023.

Après cette enquête publique, le projet de PLU3 pourrait être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, dont celui du territoire lillois ici exprimé, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

II. AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE PLU3 ARRÊTE LE 10 FEVRIER 2023

Le territoire Lille-Lomme-Hellemmes a souhaité, à travers le projet de PLU3, saisir l'opportunité d'actualiser la spatialisation de sa stratégie de développement urbain.

A ce titre, les contributions et amendements portés par la Ville au document d'urbanisme ont été menés dans le sens d'une mise au premier plan des ambitions du Pacte Lille Bas Carbone, par exemple, par l'intensification de la trame paysagère urbaine et des continuités écologiques visant à limiter l'artificialisation des sols sur le territoire de Lille, Lomme et Hellemmes.

La Ville a également fait évoluer le document réglementaire dans son volet "projets urbains" afin de renforcer la priorité au renouvellement urbain et à la résorption des friches dans un objectif de mixité sociale et fonctionnelle. Il s'agit, en effet, de tenir compte des besoins de rééquilibrage de la métropole lilloise exprimés dans le PLH 3 et des besoins de maintien des fonciers à vocation économique, pourvoyeurs d'emplois. Les nouvelles dynamiques urbaines y sont ainsi traduites et étroitement corrélées avec le développement des nouvelles infrastructures de transport et des nouvelles formes de mobilités décarbonées issues du SDIT qui constituent le trait d'union entre différents secteurs de projet.

Ainsi, le projet de PLU3 arrêté par le conseil de la Métropole européenne de Lille le 10 février dernier décline plus particulièrement les sujets suivants pour le territoire Lille- Lomme- Hellemmes :

- la poursuite des engagements pris en faveur de la question climatique (adaptation et atténuation) et de la préservation de l'environnement au travers de la définition des Secteurs de Performances Energétiques et Environnementales Renforcées (SPEER), du renforcement et de l'élargissement du Coefficient de Biotope par Surface (CBS) et d'une protection accrue des cœurs d'îlots végétalisés en ville ;
- la diminution et la mutualisation du stationnement automobile en ville et le renforcement des dispositions relatives au stationnement des cycles ;
- l'ajustement des orientations d'aménagement et des plans guides des secteurs de projet urbains notamment pour le site Quebecor, le secteur Porte Métropolitaine à Hellemmes, les secteurs Grand But et Euralimentaire à Lomme, la ZAC Concorde et la Pointe des Bois-Blancs à Lille ;
- l'apposition de nouveaux emplacements réservés logements (ERL) permettant d'actualiser les objectifs du territoire en matière de création de logements ;
- la spécification des conditions d'une insertion harmonieuse des projets de construction en tissu urbain par la refonte des dispositions relatives à la qualité architecturale des zonages lillois et un ajustement du règlement de la Cité-Jardin Délivrance à Lomme ;
- enfin, la régulation des nouvelles formes d'activités en linéaire commercial permise par l'application des dispositions de l'arrêté et du décret du 22 mars 2023: la clarification des destinations et sous destinations des dark store (local dédié au stockage et à la préparation de commandes émises depuis une application en ligne) et dark kitchen (local dédié à la préparation de repas commandés depuis une application en ligne) permet en effet à présent de les exclure des linéaires commerciaux identifiés au PLU.

Considérant que le projet de PLUi3 arrêté par le conseil de la Métropole européenne de Lille le 10 février 2023 a pris en compte les demandes de la Ville d'évolution du règlement d'urbanisme en ce sens ;

Considérant la prise en compte des sollicitations du territoire exprimées dans la présente délibération et son annexe ;

Le Conseil Communal, après en avoir délibéré, décide de bien vouloir :

- ♦ **EMETTRE** un avis favorable sur la version arrêtée du projet de PLUi3 ;
- ♦ **SOLLICITER** l'examen, dans le cadre du PLUi3 à adopter, de l'ensemble des demandes d'ajustement et erreurs matérielles exposées dans la présente délibération et son annexe.

ADOpte A LA MAJORITE,

Contre : Mme ZYTKA-TARANTO – M. DHELIN- Mme DELEPLANQUE – M. J.LEROY

Fait et délibéré à Lomme, les jour, mois et an ci-dessus.

Pour expédition conforme,

Le Maire de Lomme



Publié le 30 JUIN 2023

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

I.1 Débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le 23 avril 2021, les élus métropolitains ont débattu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du futur PLU, comme le prévoit l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme.

Les débats sur le PADD à la MEL ont mis en exergue les enjeux suivants :

- répondre aux besoins en logements propres à notre territoire, relativement jeune et qui doit faire face à de nouveaux défis en pleine crise sociale et énergétique ;
- accompagner l'économie métropolitaine, ou comment, après la crise sanitaire et les questions soulevées par la mondialisation de l'économie, le territoire avec son histoire économique bien spécifique peut résoudre les enjeux de la proximité, de l'attractivité et de la souveraineté ;
- la place de la nature en ville et la préoccupation de la santé environnementale et plus généralement celui de la qualité globale du cadre de vie, etc. ;
- celui toujours plus prégnant des mobilités et de la nécessité de mieux organiser la ville des proximités, enjeux intimement liés aux défis énergétiques et climatiques du territoire.

Par délibération n° 21/323 en date du 29 juin 2021, les élus de la Ville de Lille ont partagé les grandes orientations développées par le PADD métropolitain. Elle a souhaité toutefois préciser les enjeux qui méritaient d'être réaffirmés dans la version définitive du PADD et dans ses futures déclinaisons réglementaires. Sa contribution au débat visait à ce que le document mette davantage l'accent sur une vision durable et solidaire du projet urbain et paysager de la métropole.

Il s'agissait notamment que le document puisse :

- traduire les ambitions « durable et bas carbone » ;
- développer la trame verte urbaine ;
- permettre de mieux lutter contre les îlots de chaleur urbains ;
- réaffirmer pour le territoire lillois la priorité au renouvellement urbain ;
- encourager toutes les nouvelles formes de mobilité ;
- faire de l'objectif de réduction des inégalités socio-spatiales un élément de structuration du PADD par la diversification du parc de logements et la poursuite de la rénovation urbaine ;
- permettre le recyclage de l'appareil commercial ;
- accompagner le développement de l'agriculture urbaine et toutes les initiatives concourant à la mise en place de circuits courts d'alimentation.

I.2 Bilan de la collaboration entre la MEL et les communes membres

Outre le débat sur le PADD, les Maires et Conseils Municipaux ont été étroitement associés à toute la phase d'élaboration du projet de PLU3 conformément aux modalités de collaboration fixées par le Conseil métropolitain le 18 décembre 2020.

I.3 Bilan de la concertation préalable avec le public et les partenaires

La concertation avec les citoyens et plusieurs partenaires publics tels que la Chambre d'agriculture a permis de recueillir les attentes du territoire et de ses acteurs, qu'elles soient formulées à l'échelle métropolitaine, communale ou infra communale.

Au terme de cette concertation, 861 contributions ont été recueillies, dont 562 portent effectivement sur la révision du Plan Local d'Urbanisme. Les contributions recueillies portent sur :

- les principaux axes thématiques qu'interroge la révision générale à l'échelle métropolitaine (350 contributions) ;
- des sujets individuels ou localisés à l'échelle communale (168 contributions) ;
- des secteurs de projets urbains particuliers (44 contributions).

La manière dont les contributions du public ont été prises en compte dans le projet de PLU3 est détaillée et motivée dans le bilan de concertation tiré par le Conseil Métropolitain le 10 février 2023 et son annexe consultable à partir du lien suivant :

https://diffuweb.lillemetropole.fr/PLU3/bilan_de_la_concertation/

* *
*

A l'issue des débats métropolitain et municipaux, suite aux échanges réguliers menés entre les communes et la MEL, et fort des propositions émises par les citoyens et plusieurs partenaires publics, le Conseil Métropolitain a arrêté le projet de PLU3 par délibération du 10 février 2023 (23 C 0034) consultable sur le lien suivant :

<https://diffuweb.lillemetropole.fr/PLU3/V20230210/index.html>

Le contenu du projet de PLU3 arrêté est également consultable sur demande en format papier au siège de la MEL, 2 boulevard des Cités Unies à LILLE.

* *
*

En application des articles L.153-33 et R.153-11 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU3 arrêté par le Conseil Métropolitain du 10 février 2023 est soumis pour avis aux 95 communes de la MEL. Il a été reçu en Mairie le 13 mars 2023.

Il est également soumis à l'avis de l'autorité environnementale et des autres personnes publiques associées telles que l'Etat, la Chambre d'agriculture, la commission départementale des espaces naturels et forestiers, la Chambre du commerce et de l'industrie.

À l'issue de la consultation des communes et des personnes publiques associées, le PLU3 arrêté et les avis émis par les Conseils Municipaux, et personnes publiques associées seront soumis à une enquête publique prévue à l'automne 2023.

Après cette enquête publique, le projet de PLU3 pourrait être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, dont celui du territoire lillois ici exprimé, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

II. AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE PLU3 ARRÊTE LE 10 FEVRIER 2023

Le territoire Lille-Lomme-Hellemmes a souhaité, à travers le projet de PLU3, saisir l'opportunité d'actualiser la spatialisation de sa stratégie de développement urbain.

A ce titre, les contributions et amendements portés par la Ville au document d'urbanisme ont été menés dans le sens d'une mise au premier plan des ambitions du Pacte Lille Bas Carbone, par exemple, par l'intensification de la trame paysagère urbaine et des continuités écologiques visant à limiter l'artificialisation des sols sur le territoire de Lille, Lomme et Hellemmes.

La Ville a également fait évoluer le document réglementaire dans son volet "projets urbains" afin de renforcer la priorité au renouvellement urbain et à la résorption des friches dans un objectif de mixité sociale et fonctionnelle. Il s'agit, en effet, de tenir compte des besoins de rééquilibrage de la métropole lilloise exprimés dans le PLH 3 et des besoins de maintien des fonciers à vocation économique, pourvoyeurs d'emplois. Les nouvelles dynamiques urbaines y sont ainsi traduites et étroitement corrélées avec le développement des nouvelles infrastructures de transport et des nouvelles formes de mobilités décarbonées issues du SDIT qui constituent le trait d'union entre différents secteurs de projet.

Ainsi, le projet de PLU3 arrêté par le conseil de la Métropole européenne de Lille le 10 février dernier décline plus particulièrement les sujets suivants pour le territoire Lille- Lomme- Hellemmes :

- la poursuite des engagements pris en faveur de la question climatique (adaptation et atténuation) et de la préservation de l'environnement au travers de la définition des Secteurs de Performances Energétiques et Environnementales Renforcées (SPEER), du renforcement et de l'élargissement du Coefficient de Biotopie par Surface (CBS) et d'une protection accrue des cœurs d'îlots végétalisés en ville ;
- la diminution et la mutualisation du stationnement automobile en ville et le renforcement des dispositions relatives au stationnement des cycles ;
- l'ajustement des orientations d'aménagement et des plans guides des secteurs de projet urbains notamment pour le site Quebecor, le secteur Porte Métropolitaine à Hellemmes, les secteurs Grand But et Euralimentaire à Lomme, la ZAC Concorde et la Pointe des Bois-Blancs à Lille ;
- l'apposition de nouveaux emplacements réservés logements (ERL) permettant d'actualiser les objectifs du territoire en matière de création de logements ;
- la spécification des conditions d'une insertion harmonieuse des projets de construction en tissu urbain par la refonte des dispositions relatives à la qualité architecturale des zonages lillois et un ajustement du règlement de la Cité-Jardin Délivrance à Lomme ;
- enfin, la régulation des nouvelles formes d'activités en linéaire commercial permise par l'application des dispositions de l'arrêté et du décret du 22 mars 2023: la clarification des destinations et sous destinations des dark store (local dédié au stockage et à la préparation de commandes émises depuis une application en ligne) et dark kitchen (local dédié à la préparation de repas commandés depuis une application en ligne) permet en effet à présent de les exclure des linéaires commerciaux identifiés au PLU.

Considérant que le projet de PLUi3 arrêté par le conseil de la Métropole européenne de Lille le 10 février 2023 a pris en compte les demandes de la Ville d'évolution du règlement d'urbanisme en ce sens ;

Considérant la prise en compte des sollicitations du territoire exprimées dans la présente délibération et son annexe ;

Il est demandé au Conseil Communal de bien vouloir :

- ♦ **EMETTRE** un avis favorable sur la version arrêtée du projet de PLUi3 ;
- ♦ **SOLLICITER** l'examen, dans le cadre du PLUi3 à adopter, de l'ensemble des demandes d'ajustement et erreurs matérielles exposées dans la présente délibération et son annexe.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Dans son économie générale, le projet de PLU3 est partagé par le territoire Lille Lomme Hellemmes.

Toutefois, pour une opérationnalité optimale et afin de répondre aux objectifs du PADD, le projet arrêté et communiqué présente un ensemble de sujets nécessitant, après vérification fine et détaillée, des demandes d'ajustement et de correction d'erreurs matérielles que vous trouverez ci-dessous.

1. Les secteurs d'aménagement

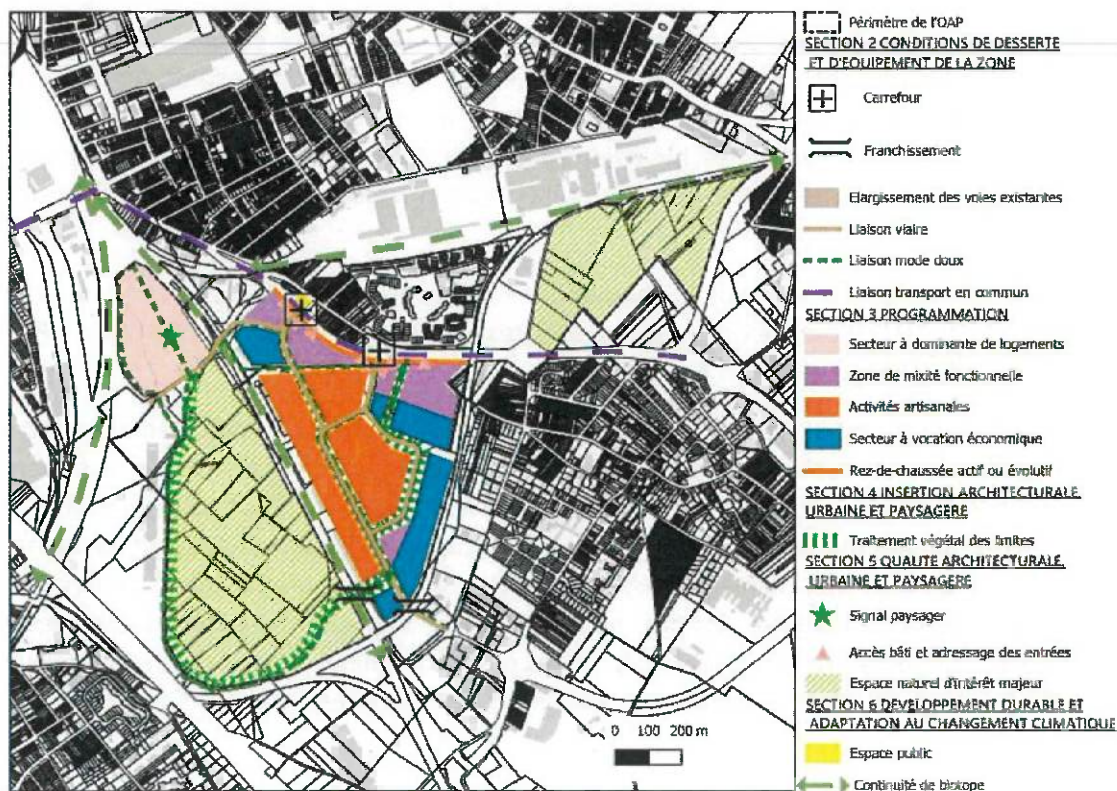
A. Secteur Porte Métropolitaine (Lille-Hellemmes)

1. OAP 125 – Porte Métropolitaine :

Schéma de l'OAP :

- Conformément à nos précédentes demandes, nous souhaitons que l'item « *Espace naturel d'intérêt majeur* » soit étendu sur le sud du Pavé du Moulin (commune de Lezennes) dans une optique de cohérence d'ensemble et afin de mettre en concordance le schéma de l'OAP avec le plan de zonage qui classe l'ensemble de la zone en naturelle « N ».
- Nous redemandons par ailleurs l'apposition de l'item « *Espace naturel d'intérêt majeur* » sur les anciennes zones AUDM et AUCA présentes à l'Est du Boulevard de l'Ouest.
- Enfin, le « traitement végétal des limites » n'a pas été repris sur le boulevard de Lezennes.

Schéma actuel de l'OAP :



Evolutions demandées :



2. Pavé du Moulin :

Le secteur dit du Pavé du Moulin aux limites de Hellemmes, Lezennes et Villeneuve d'Ascq est caractérisé par un réseau dense de catiches et de nombreux espaces non bâtis (boisements, terrains agricoles, espaces de friche).

Le secteur constitue un site privilégié pour l'hibernation et la reproduction de chauve-souris. Les catiches du secteur hébergent ainsi plusieurs colonies dont notamment quatre espèces protégées. Cette concentration de chiroptères est exceptionnelle à l'échelle de la métropole.

Au regard des enjeux en matière de préservation des chiroptères, la Métropole européenne de Lille et la Ville de Lille-Hellemmes se sont engagées dans une meilleure connaissance du secteur. Ainsi, depuis 2014, en partenariat avec la Coordination mammalogique du nord de la France (CMNF), une exploration systématique du réseau de catiches a lieu en période hivernale et estivale. Ces études ont permis de mieux qualifier l'occupation des catiches et leurs potentialités vis-à-vis des populations de chiroptères.

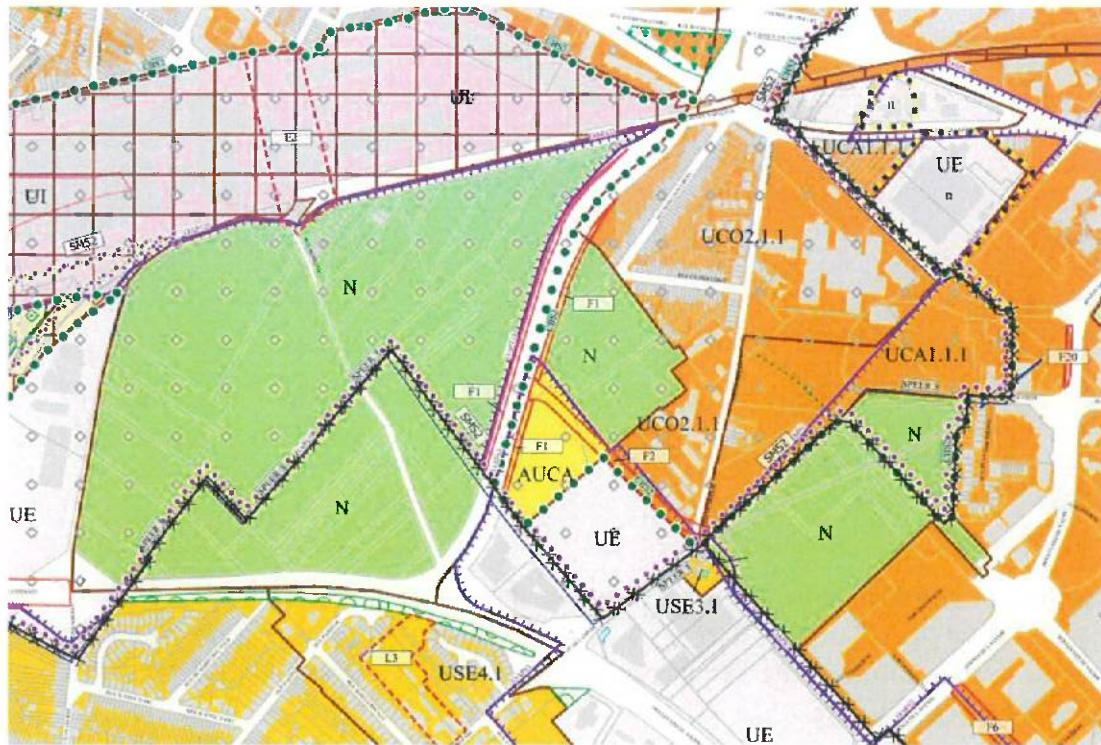
Compte tenu des enjeux liés à la survie de la population de chauve-souris, de premières inscriptions ont été faites au sein du PLU2. Pour l'heure, ce sont deux sites d'hibernation qui ont été inscrits à l'IPEN (Chemin Napoléon, rues Vertes) et passés en zone N.

Il apparaît nécessaire aujourd'hui d'apporter des dispositifs réglementaires complémentaires à ces premières dispositions. En effet, les espèces de chiroptères menacées concernées sont particulièrement sensibles à la lumière et à la dégradation de leur source de nourriture. Au-delà de la protection des sites où elles ont été recensées en sous-sol, il apparaît déterminant de préserver les sites boisés qui leur servent actuellement d'espaces de chasse et de reproduction mais aussi de maintenir des corridors d'obscurité (trame noire déclinée localement) pour assurer leurs déplacements d'un espace naturel à l'autre. Enfin, des accès aux catiches ont été récemment ouverts suite à des effondrements de terrain donnant la possibilité aux chiroptères d'y nicher.

A ce titre, il est proposé :

- **Plan de zonage :**

Plan de zonage arrêt de projet PLUi 3 :



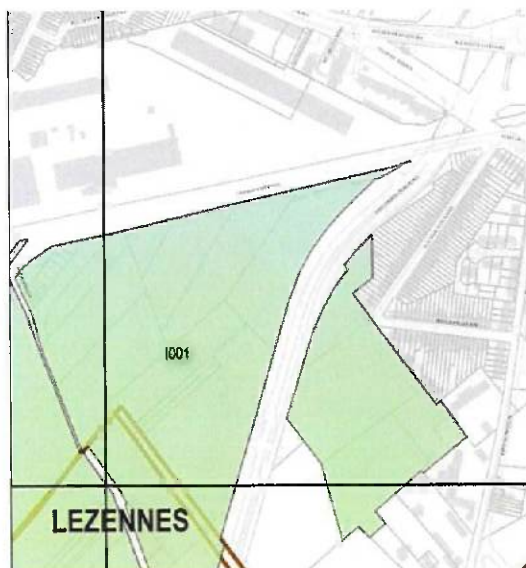
Evolutions demandées :



Nous demandons des évolutions à plusieurs niveaux sur cette zone :

1 et 2. Ces deux zones sont répertoriées à l'Inventaire du Patrimoine Ecologique et Naturel (IPEN), numéro I001, *sites d'habitat et de swarming des chauves-souris non bâtis*. Nous souhaitons que ces

deux parcelles (1= parcelle BI 276 en totalité ; 2= parcelle BI 322 en totalité) évoluent vers un **zonage naturel « N »** comme l'ensemble des autres parcelles de l'IPEN (ci-dessous, extrait du plan de l'IPEN).



3. Afin de permettre le liaisonnement entre l'ensemble des zones naturelles et de maintenir un corridor de trame noire (maintien d'un filtre vis-à-vis de l'éclairage de la future zone économique), nous demandons la transformation de l'Emplacement Réservé Infrastructure F2 (liaison voirie) en **Emplacement Réservé Espace Vert**.

4. Dans l'optique de préserver l'habitat naturel des chiroptères présents en sous-sol (réseau de catiches accessibles aux chauve-souris en contact avec le site de la rue Verte) et au regard de l'intérêt du site en tant qu'espace vert non-bâti (trame noire et espace de chasse), nous demandons l'apposition d'un **Secteur Paysager et/ou Arboré à préserver (SPA)** de type normal sur les parcelles BI 117, BI 385 et BI 406.

5. Les parcelles identifiées présentent un patrimoine boisé remarquable et des accès à un réseau de catiche (la connaissance actuelle du secteur montre que ces terrains participent aux zones de chasse et de swarming des chiroptères), qu'il convient de préserver et protéger. Nous demandons dès lors l'apposition de l'outil **Espace Boisé Classé (EBC)** sur les parcelles BI 391, BI 396, BI 397, BI 398 et BI 399.

6. Nous demandons le passage de la zone AUCA en **zonage naturel « N »**. Ces terrains, au contact direct de l'IPEN, ne sont plus bâtis et participent à la préservation générale du site de l'Arsenal et de Pavé du Moulin.

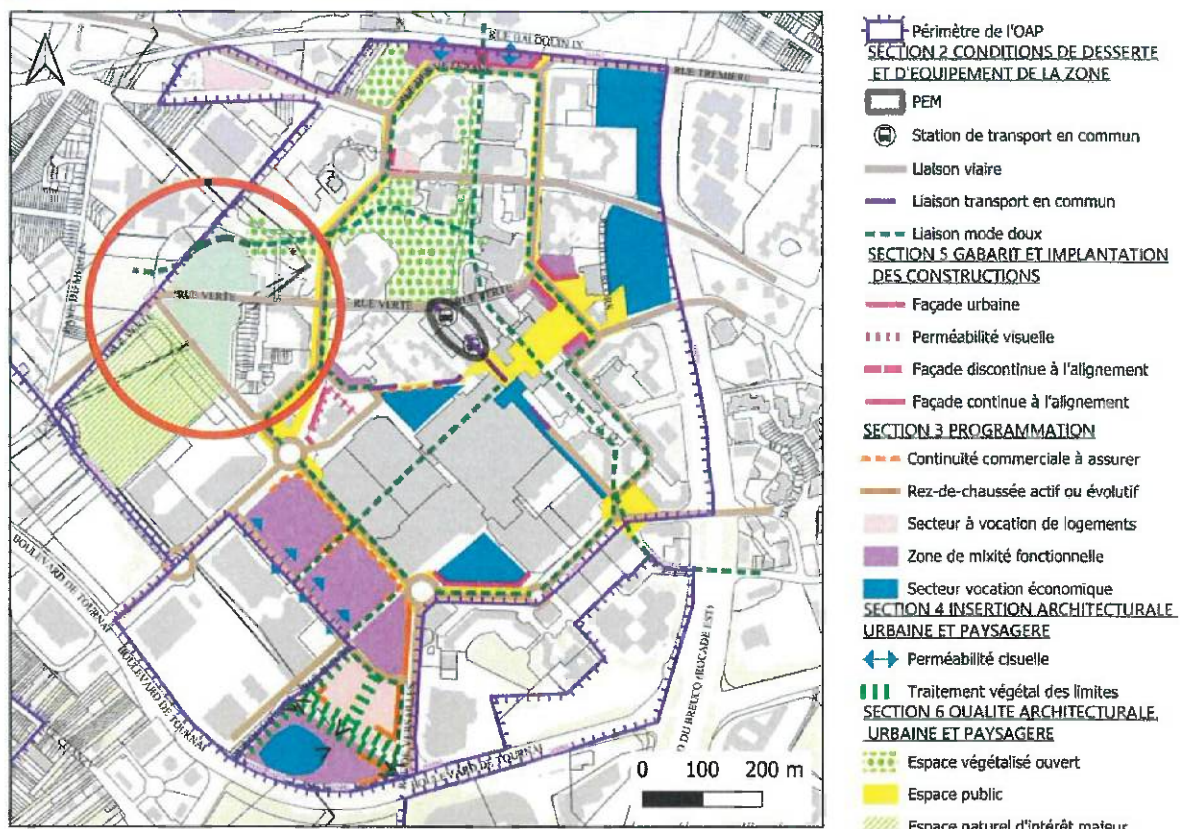
- **OAP :**

Consécutivement à ces évolutions, les OAP suivantes devront être mises à jour :

OAP 62 : OAP Globale – Centre-ville (Villeneuve d'Ascq, Hellemmes, Lezennes)

Schéma d'aménagement d'ensemble : nous demandons l'apposition d'un aplat « Espace naturel d'intérêt majeur » sur le foncier repris en zonage « N » au sud de la rue Verte et sur le foncier identifié en « Espace Boisé Classé » au nord de la rue Verte.

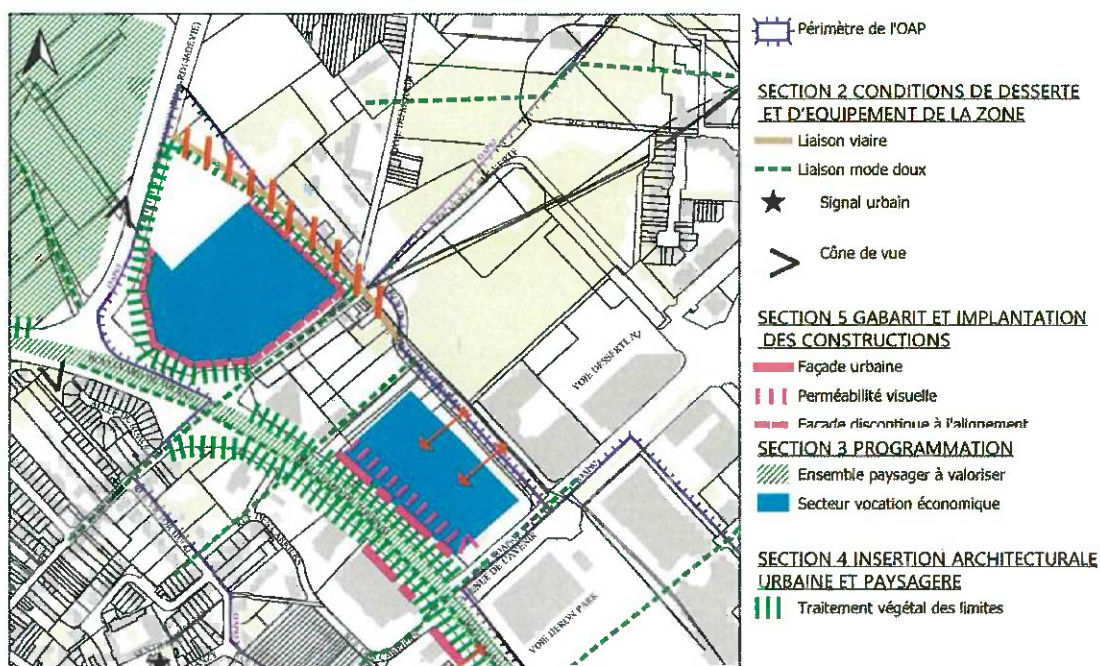
Schéma d'aménagement d'ensemble



OAP 63 : OAP Globale Boulevard de Tournai, secteur Frange Nord de Lezennes

Schéma d'aménagement d'ensemble :

- **Suppression de la liaison viaire** reliant le Boulevard de l'Ouest à la rue Verte,
- **Réduction du secteur à vocation économique** (en bleu dans le schéma ci-dessous) correspondant à l'ancienne parcelle AUCA au plan de zonage transformée en N.



Règlement :

- Partie « *Conditions de desserte et d'équipement de la zone* », sous-partie « *Voiries et accès* » : le paragraphe suivant devra être supprimé : « *Les accès véhiculés se font à l'arrière des sites. En particulier : ~~Sous-secteur 1, via la future voie reliant le Boulevard de l'Ouest au croisement de la rue verte et de la rue du pavé du moulin.~~ Sous-secteur 2 (...)* ».
- Partie « *Programmation* », sous-partie « *Autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires* » : « *Sous-secteur 1 : développer environ 44 000m² SDP d'activités tertiaires* » : la **surface de plancher à développer pour ce secteur devra être mise à jour** proportionnellement à la réduction graphique du secteur à vocation économique.

B. Mossley à Lomme

• Emplacements réservés :

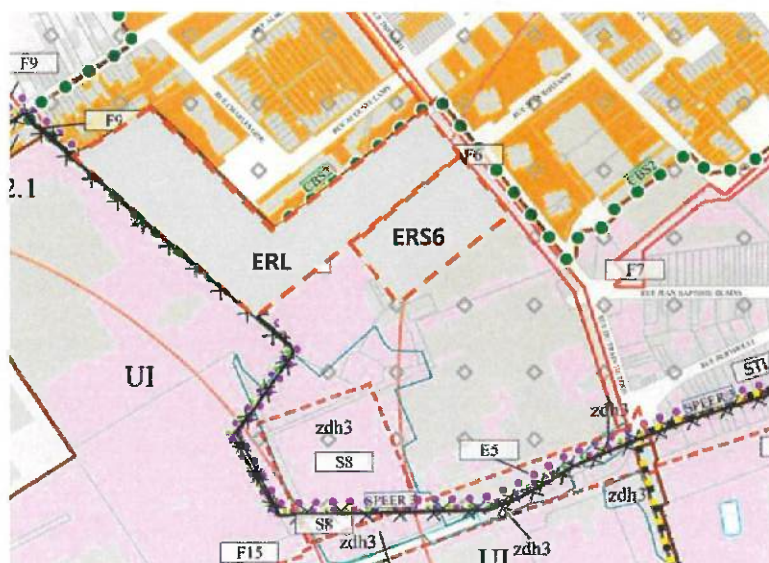
Afin de permettre la requalification de la friche Mossley, la ville demande des modifications/ajouts d'emplacements réservés sur le secteur :

- **ERL** : nous demandons l'apposition d'un nouvel Emplacement Réservé Logement sur la parcelle. La programmation est la suivante : « 17 500 m² de surface plancher maximum au total, uniquement affectée à du logement dont un minimum de 20% dédié au locatif social, sur la surface plancher affectée à du locatif social, 20% minimum de logements intermédiaires en Bail Réel Solidaire et 20% minimum en logements locatifs intermédiaires »,
- **ERS** : nous souhaitons le déplacement de l'Emplacement Réservé Superstructure S6 (équipement sportif et de loisirs) vers l'Est afin de permettre la relocalisation du terrain de sport.

Plan de zonage actuel :



Evolution demandée :

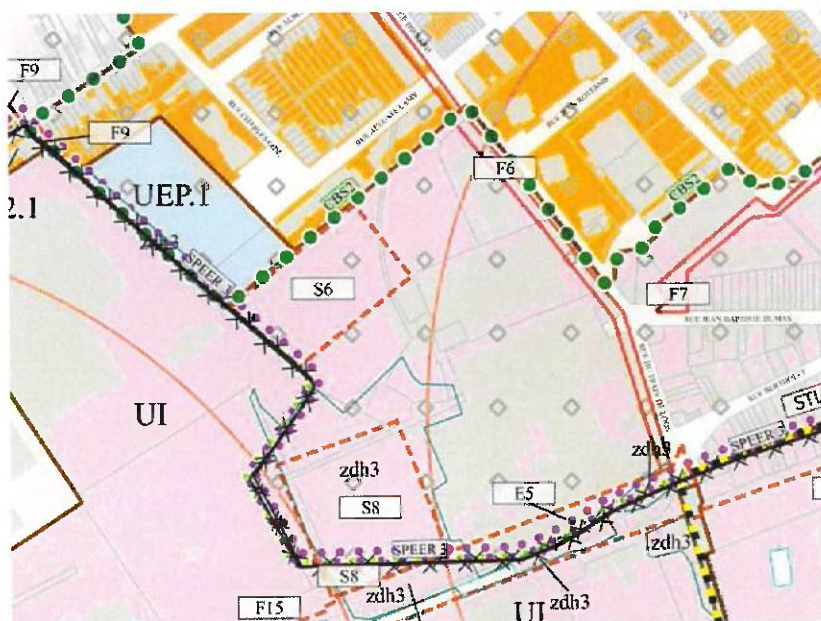


- **Zonage :**

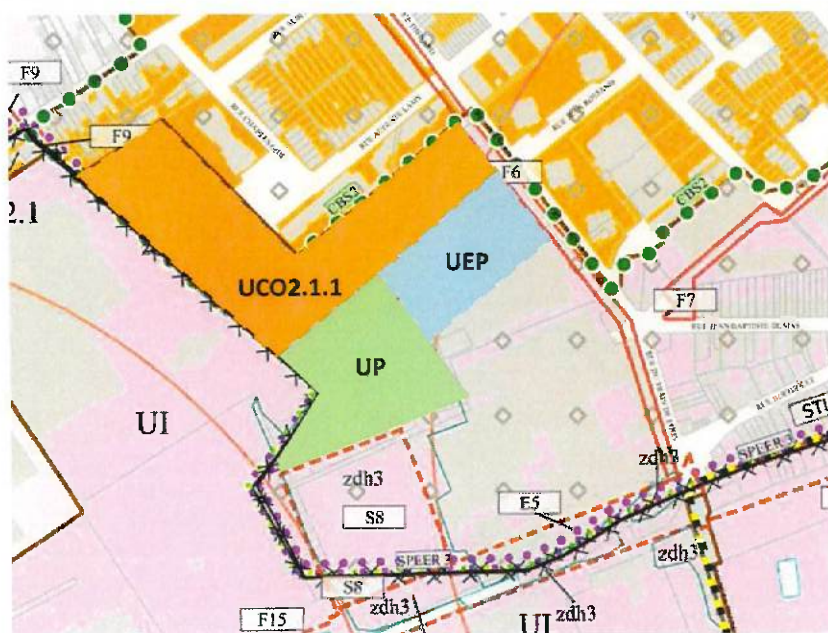
Dans le but de permettre la requalification du site Mossley, nous souhaitons une modification de zonage à trois niveaux sur ce secteur :

- Afin de permettre le développement d'une programmation habitat : passage de Ui en **UCO2.1.1** en prolongement du zonage existant au nord de la parcelle,
- Relocalisation de la zone **UEP** à l'est du site pour la réalisation du terrain de sport,
- Inscription d'une zone **UP** permettant de préserver les seules terres agricoles persistantes depuis leur origine à l'échelle de Lille, Lomme et Hellemmes.

Plan de zonage actuel :



Evolution demandée :



C. Les dark stores et les dark kitchens

Le **Décret n°2023-195 du 22 mars 2023** portant diverses mesures relatives aux destinations et sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et l'**Arrêté du 22 mars 2023** modifiant la définition des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu permettent de définir et d'encadrer l'implantation des dark stores et des dark kitchens.

Les **dark stores** sont définis comme « les points permanents de livraison ou de livraison et de retrait d'achats au détail commandés par voie télématique ».

Ils sont intégrés dans la sous-destination « entrepôt » du Code de l'urbanisme.

Les **dark kitchens** sont définies comme des « constructions destinées à la préparation de repas commandés par voie télématique. Ces commandes sont soit livrées au client soit récupérées sur place ».

Le décret crée une nouvelle sous-destination « cuisine dédiée à la vente en ligne » dans la destination (modifiée) « autres activités des secteurs primaires, secondaires et tertiaires ».

Les linéaires commerciaux inscrits au PLU ne reprenant pas les sous-destinations « entrepôt » (dark store) et « cuisine dédiée à la vente en ligne » (dark kitchen) dans les activités autorisées, **l'implantation des dark stores et des dark kitchens est de fait interdite dans les linéaires commerciaux.**

Ces activités restent autorisées en dehors des linéaires commerciaux sous réserve du respect des autres dispositions du PLU.

Nous souhaitons nous assurer du bon partage de ces définitions et notamment pour les linéaires « toute activité » et « artisanal et commercial élargi ».

2. Conforter l'ambition environnementale du PLU

A. Le règlement – Dispositions générales

1. **Page 55, III. Dispositions particulières liées au risque inondation** : le territoire Lille Lomme Hellemmes réitère sa demande de création d'une catégorie de risque inondation propre à son territoire. En effet, la ville est concernée par un risque inondation spécifique lié à la saturation des réseaux par ruissellement des eaux pluviales et donc montée des eaux en voirie. Dès lors, les périmètres inondables se limitent généralement au frontage des immeubles adressés sur les voies concernées. Les dispositions réglementaires qui limitent à 20% l'emprise au sol dans ces zones inondables ne permettent ainsi pas les constructions à l'alignement.

Nous réitérons notre demande de suppression de l'emprise au sol maximale de 20% dans les zones inondables lilloises tout en conservant les dispositions de mise en sécurité des biens et des personnes.

2. **Page 85, Section II. Dispositions relatives aux clôtures** : le territoire Lille Lomme Hellemmes réitère sa demande de prévoir des dispositifs de perméabilité dans les clôtures afin de permettre le passage de la petite faune (grillage à maille lâche ou ajournement ponctuel dans le bas des clôtures) et plus particulièrement sur les limites entre la zone U et les zones A et N.

3. **Page 87, B. Traitement paysager des espaces libres** : le territoire Lille Lomme Hellemmes réitère sa demande, qu'en cas d'abattage d'un arbre, il soit procédé au remplacement par trois arbres avec un choix raisonné des espèces et du positionnement afin de reconstituer a minima la canopée détruite par l'abattage de l'arbre. L'objectif est de mettre en concordance cette règle avec les dispositions de l'OAP climat, air, énergie, risques, santé.

4. **Page 90, E. Traitement paysager des aires de stationnement** : afin de permettre une intégration qualitative des aires de stationnement dans les projets, le territoire Lille Lomme Hellemmes avait demandé la suppression du seuil de 150m² au-delà duquel les aires de stationnement devaient être paysagées et afin de ne pas contraindre les projets de maisons individuelles, d'appliquer ce seuil au-delà de la création de deux places de stationnement. Nous maintenons cette demande allant dans le sens d'une amélioration qualitative des aires de stationnement.

5. **Page 95, IV. Normes pour les cycles** :

- Le territoire Lille Lomme Hellemmes avait fait des propositions, afin d'améliorer de façon qualitative le positionnement, l'aménagement et l'accessibilité des locaux pour les cycles. Ces dispositions n'ont pas été reprises.

Nous demandons une réétude de ces propositions : « Le local devra être situé proche de l'entrée du bâtiment. Idéalement, il se trouvera au niveau de la rue. S'il s'avère toutefois nécessaire de positionner le stationnement vélos en sous-sol, une rampe d'accès avec une pente maximale de 5% ou un ascenseur assez vaste (minimum 2 mètres de longueur) devront être prévus. Une signalétique permettra de repérer facilement le local. L'accès au local sera sécurisé. Idéalement, le local sera accessible directement depuis l'extérieur. Sinon, le nombre de portes à franchir pour accéder au local avec son vélo devra être limité à deux (y compris la porte du local). La porte du local et l'éventuelle porte supplémentaire à franchir devront être suffisamment larges pour laisser passer les vélos cargos. Il est recommandé d'installer un système de blocage des éventuelles portes manuelles pour faciliter le passage avec le vélo.

Les places doivent disposer d'attaches/d'accroches adaptées et sécurisées, sous forme d'arceaux ou autres dispositifs permettant d'accrocher le cadre des bicyclettes et au moins une roue, à une hauteur de 50 à 80 centimètres ».

- Nous nous satisfaisons par ailleurs que l'amendement technique 54 – *Intégration de recommandations sur le champ d'application du stationnement des vélos et vélos cargos* à l'arrêt de projet du PLU, élargisse le champ d'application des règles relatives au stationnement vélo aux reconstructions, extensions et changements de destination (dès lors qu'ils entraînent une augmentation de la surface de plancher, de la capacité d'accueil ou du nombre de logements), en plus des constructions neuves. Néanmoins, ces évolutions sont traduites en termes de « recommandation ».

Nous souhaiterions que celles-ci soient rendues obligatoires.

- Enfin, nous demandons que l'article soit mis en cohérence avec les dispositions du Décret n°2022-930 du 25 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments et de l'Arrêté du 30 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments.

En effet, par exemple pour les bâtiments neufs accueillant un service public, l'arrêté fixe un nombre minimal de places de stationnement vélos destinées aux usagers à réaliser correspondant à 15% de l'effectif d'usagers du service public accueillis simultanément dans le bâtiment. Le PLU, quant à lui, indique que pour ces bâtiments, « *le nombre d'emplacements doit répondre aux besoins des employés, clients ou usagers* ».

Voir ci-dessous, extrait du guide « *Stationnement des vélos dans les constructions, dimensions et caractéristiques, aide à la conception, 2022* » du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires :

Catégories de bâtiments	Seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés	Cyclistes visés	Seuil minimal d'emplacements destinés au stationnement sécurisé des vélos
Bâtiments neufs équipés de places de stationnement			
Ensemble d'habitation (un ou plusieurs bâtiment(s), à usage principal d'habitation groupant au moins deux logements)	Sans objet	Occupants	1 emplacement par logement jusqu'à 2 pièces principales 2 emplacements par logement à partir de 3 pièces principales
Bâtiments à usage industriel ou tertiaire Constituant principalement un lieu de travail	Sans objet	Salariés	15 % de l'effectif total des salariés accueillis simultanément dans le bâtiment
Bâtiments accueillant un service public	Sans objet	Agents	15 % de l'effectif total des agents du service public accueillis simultanément dans le bâtiment
		Usagers	15 % de l'effectif total des usagers de service public accueillis simultanément dans le bâtiment

Bâtiments constituant un ensemble commercial, au sens de l'article L. 752-3 du Code du commerce, ou accueillant un établissement de spectacles cinématographiques	Sans objet	Clientèle	10 % de la capacité du parc de stationnement avec une limitation de l'objectif réglementaire fixée à 100 emplacements
Bâtiments disposant d'un parc de stationnement annexe faisant l'objet de travaux			
Ensemble d'habitation (un ou plusieurs bâtiment(s), à usage principal d'habitation groupant au moins deux logements)	10	Occupants	1 emplacement par logement
Bâtiments à usage industriel ou tertiaire constituant principalement un lieu de travail	10	Travailleurs	10 % de l'effectif total des travailleurs accueillis simultanément dans le bâtiment
Bâtiments accueillant un service public	10	Agents	10 % de l'effectif total des agents du service public accueillis simultanément dans le bâtiment
	10	Usagers	10 % de l'effectif total des usagers de service public accueillis simultanément dans le bâtiment
Bâtiments constituant un ensemble commercial, au sens de l'article L. 752-3 du Code du commerce, ou accueillant un établissement de spectacles cinématographiques	10	Clientèle	10 % de la capacité du parc de stationnement avec une limitation de l'objectif réglementaire fixée à 100 places
Bâtiments existants à usage tertiaire et constitués principalement de locaux à usage professionnel			
Bâtiments existants à usage tertiaire et constitués principalement de locaux à usage professionnel	10	Travailleurs	10 % de l'effectif total des travailleurs accueillis simultanément dans le bâtiment (pour la copropriété en application du I du R. 113-14)
	10	Travailleurs	Au maximum 10 % de l'effectif total des travailleurs accueillis simultanément dans les locaux du copropriétaire selon les dispositions de l'article 2 du présent décret (pour l'application du II du R. 113-14)

B. Les emplacements réservés

6. ERL 13, 18 rue du Vert Bois à Lille : suite à l'évolution de la programmation, nous demandons la suppression de cet ERL (livret des emplacements réservés et plan de zonage).

C. Le plan de zonage

L'ensemble des cartographies sont présentées à la fin de ce document, au point 4. Annexe cartographique.

7. Squares et parcs : nous demandons la mise à jour des squares et parcs suite à la transmission des cartes de nature en ville de la MEL :

- Parvis des nuages (Rue de la Communauté, Saint-Maurice Pellevoisin) :
- Square du métro Saint Maurice (Rue du Faubourg de Roubaix, Saint-Maurice Pellevoisin) :
- Square Faraday (Rue Faraday, Saint-Maurice Pellevoisin) :
- Inscription de la totalité du Jardin Frémy Courbet et régularisation (Rue Frémy, Fives) : ajout des parcelles CN 327 et CN 332 (en vert), suppression des parcelles CN 303 et CN 304 (en rouge).
- Square Massenet (Rue du Long Pot, Fives) :
- Pelouse de la Maison Folie de Wazemmes (Rue de l'Hôpital Saint-Roch, Wazemmes) :
- Square des enfants (Rues Jean Zay-Aristide Briand, Moulins) :
- Parc Barbusse (Rue Barbusse, Faubourg de Béthune) :
- Jardin des cultures (Rue de l'Epi de Soil, Lille-Sud) :
- Square Gavarni (rue Gavarni, Bois-Blancs) :
- Plaine des Vachers en totalité (Avenue de Dunkerque, Bois-Blancs) :
- Square Catinat (Place Catinat, Vauban) :
- Parc du Rossignol (entrée Rue des Martyrs de la Résistance, Lomme) : nous demandons l'ajustement du secteur squares et parcs avec la suppression de la parcelle inscrite en rouge dans le schéma ci-dessous :

8. Espaces Boisés Classés : nous demandons l'extension du secteur Espace Boisé Classé (EBC) du Square Verhaeren (Avenue Verhaeren, Faubourg de Béthune).

9. Secteurs Paysagers et/ou Arboré (SPA) SIMPLE : nous demandons l'ajout de deux SPA de type « simple » suite à la transmission des cartes de nature en ville de la MEL :

- Sapinière du CHU (Sud de l'Hôpital Albert Calmette, Lille-Sud) :
- Foncier au Sud de Cora Flers (Boulevard de l'Ouest à Hellemmes) :

10. Secteurs Paysagers et/ou Arboré (SPA) NORMAL : nous demandons la mise à jour des SPA de type « normal » inscrits au PLU. Les nouveaux périmètres de SPA correspondent à l'aplat rouge :

- Extension et redécoupage du SPA rue Saint-Charles (Bois-Blancs) :
- Ajout de deux SPA rue des Frères Lumière et rue Fleming (Fives) :
- Suppression du SPA rue Etienne Dolet (Hellemmes) :
- Transformation du SPA normal en SPA simple croisement rues Etienne Dolet / Sentier du Curé (Hellemmes) :
- Transformation du SPA normal en SPA simple rue Jean Bart (Hellemmes) :
- Redécoupage du SPA rue du Docteur Huart (Hellemmes) :
- Redécoupage du SPA rue Anatole France (Hellemmes) :
- Transformation du SPA normal en SPA simple sur le quartier de l'Epine – Boulevard de l'Epine (Hellemmes) :
- Ajout d'un SPA sentier du Curé/ Impasse Flavigny (Hellemmes) :
- Ajout d'un SPA rue Fénelon (Hellemmes) :
- Ajout de 3 SPA rue Denis Cordonnier (Hellemmes) dans une logique de cohérence d'ensemble du secteur :
- Redécoupage du SPA rue Fabrice (Lille-Centre) :
- Redécoupage du SPA boulevard Louis XIV (Lille-Centre) :
- Redécoupage et ajouts de SPA chemin des Margueritois (Lille-Sud) :
- Redécoupage du SPA afin d'en exclure l'emplacement réservé infrastructure F7 rue Kuhlmann (Lomme) :
- Redécoupage du SPA rues Anatole France/Gustave Delory (Lomme) :
- Ajout d'un SPA au sud de la rue Kuhlmann (Lomme) :
- Ajout d'un SPA rue Giraud, quartier Délivrance (Lomme) :

- Redécoupage et extension du SPA rue Alfred de Musset (Vauban-Esquermes) :
- Redécoupage du SPA rue Casimir Delavigne afin de l'exclure du périmètre de l'OAP36 (Vauban-Esquermes) :
- Suppression du SPA rue Mexico (Wazemmes) :
- Ajustement du SPA rue des Meuniers/rue de Wazemmes (Wazemmes) : suppression de la partie en rouge :
- Suppression du SPA rue des Meuniers/rue Barthélémy Delespaul (Wazemmes) :
- Suppression du SPA rue des Stations/Boulevard Montebello (Wazemmes) :
- Redécoupage du SPA rue des Meuniers (Lille-Moulins) :

3. Les erreurs matérielles

A. Les OAP

1. **OAP et adaptation au changement climatique** : nous demandons que l'ensemble des OAP renvoient vers l'OAP thématique « climat, air, énergie, risques et santé » ainsi que vers le Pacte Lille Bas Carbone. Cela concerne les OAP 78 - Rives de la Haute Deûle, OAP 110 - Euralimentaire et OAP 125 - Porte Métropolitaine non modifiées dans le cadre de la V2 du PLU.

2. **OAP 40 – Charles de Muysart** : suite à l'évolution du schéma de l'OAP, nous souhaitons une mise à jour du règlement de l'OAP, partie « qualité architecturale, urbaine et paysagère » afin de mettre en concordance les deux documents : « *Deux Une places mixant minéral et végétal doivent être aménagées à l'entrée de l'îlot à l'articulation entre la rue Charles de Muysart et le boulevard de Lorraine et à l'articulation entre la rue Philippe-Laurent-Roland et la rue Auber* ».

3. **OAP 77 – Pointe des Bois-Blancs** : dans la légende de l'OAP, l'item « prolongement du parc dans le tissu urbain » apparaît avec une flèche grise alors que celle-ci devrait être verte pour correspondre au schéma.

4. **OAP 82 – Concorde** :

- Une coquille est relevée dans la section « programmation », paragraphe relatif aux équipements d'intérêt collectif, il convient d'y inscrire **8600 m²** (+/- 10%) en surface de plancher et non 6800 m².
- Par ailleurs, le paragraphe relatif aux activités des secteurs secondaires ou tertiaires a été remplacé, dans la V2, par un paragraphe relatif aux modes doux. Il convient de réintégrer dans le document le paragraphe initial relatif aux services.

5. **OAP 84 – Grand But** : le schéma de l'OAP doit être mis en concordance avec le texte de cette dernière mais également avec le plan de zonage du PLU. Dès lors, nous demandons l'**aposition d'un aplat « espace naturel d'intérêt majeur »** sur le parc urbain conformément au schéma ci-dessous (le schéma de la section « insertion architecturale, urbaine et paysagère » et le schéma d'aménagement d'ensemble devront être mis à jour).

Plan actuel :



Evolution demandée :



B. Les emplacements réservés

6. Dans l'introduction du livret des emplacements réservés, nous demandons que le point suivant (2^e colonne) : « *les logements produits en usufruit locatif social et conventionnés en PLS* » **soit placé à la fin du paragraphe « logement intermédiaire »** et qu'il soit précisé que ces logements ne sont pas comptabilisés dans la SMS.

7. Livret des emplacements réservés, écriture des SMS 1, 2 et 3 :

- Nous demandons en premier lieu que **l'erreur de frappe suivante soit corrigée** (remplacement de « et » par « de ») : « (...) *Pour toutes les résidences services, il sera prévu : 30% minimum de logements locatifs faisant l'objet d'une convention avec l'Etat (de type PLAI, PLUS ou PLS ou, équivalent) au sein de la résidence, ou 30% de la SdP de l'opération sera dévolue à un programme et de logements sociaux et/ou intermédiaire* ».
- Nous demandons par ailleurs qu'une légère **modification soit apportée avec l'ajout du terme « et »** : « (...) *Pour toutes les résidences services, il sera prévu : 30% minimum de logements locatifs faisant l'objet d'une convention avec l'Etat (de type PLAI, PLUS ou PLS ou, équivalent) au sein de la résidence, et/ou 30% de la SdP de l'opération sera dévolue à un programme de logements sociaux et/ou intermédiaire* ».

• **LILLE :**

8. ERL 25, 99 rue du Jardin des Plantes à Lille : le secteur étant couvert par un PAPAG, nous demandons la **suppression de cet ERL** (plan de zonage et livret des emplacements réservés).

9. ERI F23 à Lille : aménagement d'un parvis piéton au 150 rue Pierre Mauroy : la superficie de l'emplacement réservé n'a pas été inscrite dans le livret des emplacements réservés.

10. SPEP E9 à Lille :

- Suite à la concertation et aux partis d'aménagement retenus, il est demandé une **évolution de la description du SPEP** de « *remise en eau de l'avenue du Peuple Belge* » vers « *réaménagement de l'avenue du Peuple Belge* ».
- Nous nous étonnons par ailleurs que cet emplacement réservé se poursuive (sur le plan de zonage) sur les communes de La Madeleine et Saint André et par ailleurs, qu'aucune mention ne soit faite de celui-ci dans le livret des emplacements réservés de ces deux communes.

11. ERV V10, rue d'Iena à Lille : suite à l'engagement d'une étude urbaine sur le secteur, nous demandons la **suppression de cet emplacement réservé espace vert**.

12. ERV V12, du boulevard Painlevé au boulevard périphérique à Lille : nous demandons un ajustement du périmètre de l'emplacement réservé espace vert conformément au plan ci-dessous (le nouveau périmètre est en rouge).



- **LOMME :**

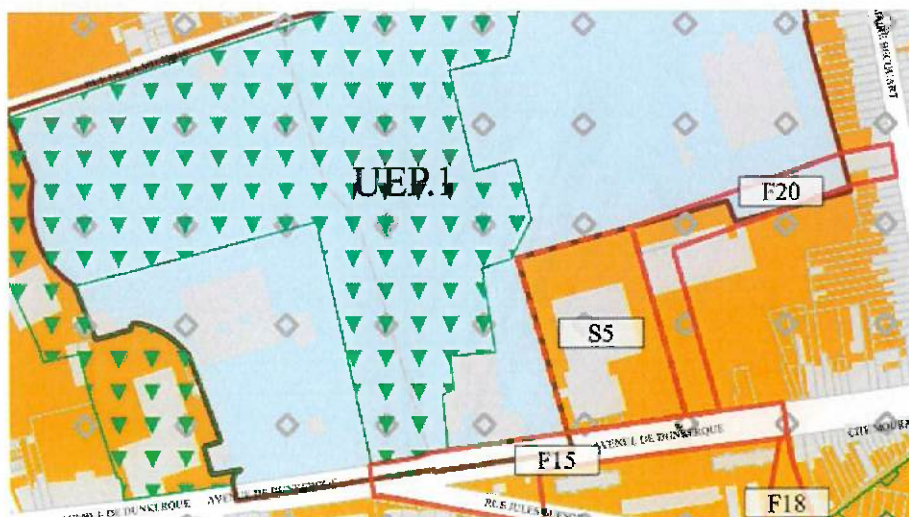
13. ERL L2 à Lomme (habitat adapté gens du voyage) : la superficie de l'ERL est absente du livret des emplacements réservés.

14. ERI F6 et F7 à Lomme (rue Thénard) : dans le cadre de l'aménagement de la friche Mossley et afin de permettre la requalification de la rue Thénard, la ville avait demandé le prolongement et la connexion entre l'ERI F6 et l'ERI F7. Le plan de zonage présente bien cette évolution, **le livret des emplacements réservés n'a en revanche pas été mis à jour** notamment en ce qui concerne la superficie de l'emplacement réservé F6.

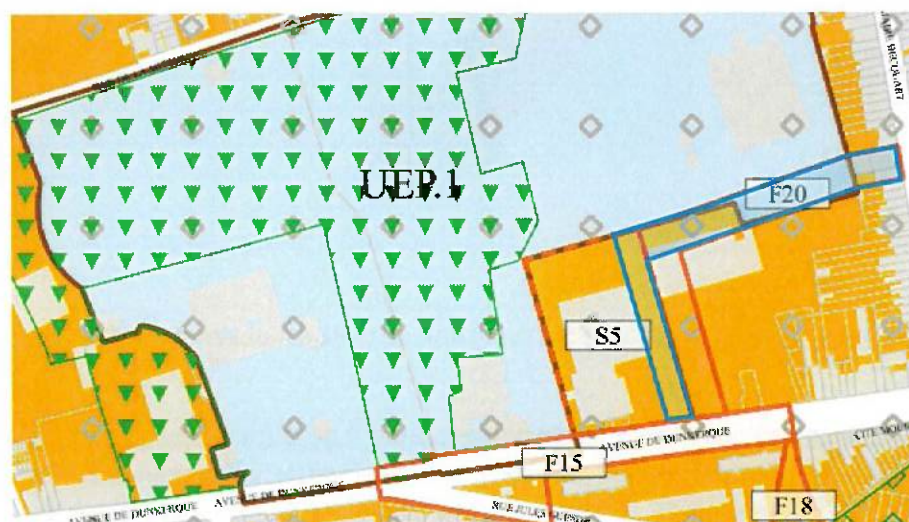
Il s'avère de plus que le livret des emplacements réservés de Lomme présente 2 ERI F6 dont un qui ne comporte aucune information. S'il s'avère que ce dernier correspond à l'extension de l'ERI F6, il conviendra de le fusionner avec l'ERI F6 pré-existant.

15. ERI F20 – liaison voirie (Maison des enfants à Lomme) : le positionnement de l'emplacement réservé semble avoir glissé car celui-ci est localisé sur des bâtiments. Il convient de **réajuster le tracé en le décalant vers l'ouest** (voir schéma ci-dessous, nouvel emplacement réservé en bleu). Sa superficie devra être mise à jour ainsi que celle de l'emplacement réservé de superstructure S5 (équipement public à vocation associative et culturelle) qui est de fait réduite.

Plan de zonage actuel :



Evolution demandée :

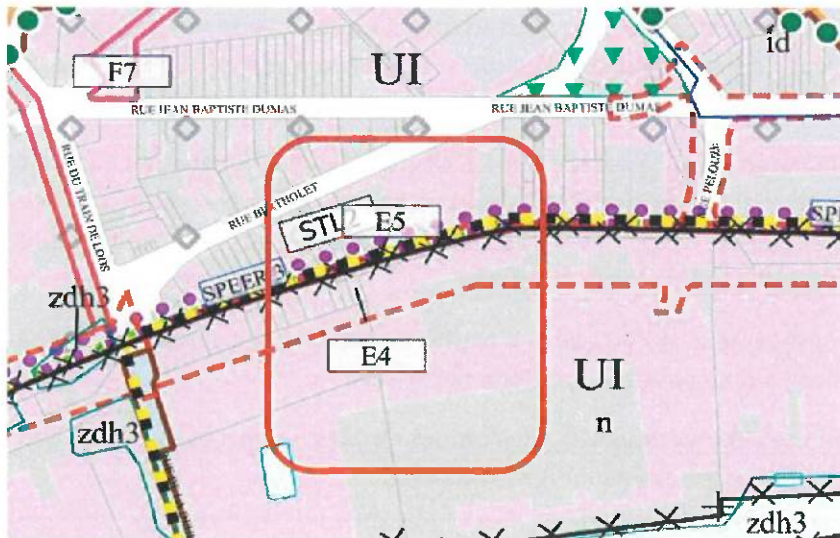


16. ERI F22 – liaison piétonne/cyclable (Chemin des Terres Ocre à Lomme) : dans l'attente de la définition d'orientations plus précises sur l'évolution du site, nous demandons la suppression de cet emplacement réservé infrastructure.

17. L'ERV11 à Lomme est repris dans le livret des emplacements réservés de Lille et non de Lomme (ER espace vert de la Briqueterie).

18. SPEP E4 (prolongement de voirie-boulevard Industriel) à Lomme :

- **Le bénéficiaire de la servitude est manquant** du livret des emplacements réservés.
- Nous demandons par ailleurs une **clarification des tracés** des SPEP E4 et E5 qui semblent se confondre sur le plan de zonage (voir extrait ci-dessous).



C. Le règlement

• Livre I. Dispositions générales applicables à toutes les zones

19. Page 60. Evolution de la STL suite à l'évolution de la SMS pour les résidences services : afin de ne pas contraindre d'éventuels projets, nous souhaiterions nous assurer, auprès de vos services, **que les résidences seniors sont bien incluses dans la sous-destination « hébergement »** et que dès lors, la STL ne s'y applique pas.

20. Page 61. Linéaire commercial : dorénavant, la rédaction de l'article indique uniquement ce qui est autorisé dans chaque linéaire commercial. Le linéaire « artisanal et commercial élargi » autorise, entre autres, l'hébergement hôtelier et les cinémas. Ces activités ne sont pas reprises dans le linéaire « toute activité », par définition moins restrictif que les autres linéaires.

Nous demandons dès lors la mise à jour du linéaire « toute activité » avec l'inscription des hébergements hôteliers et cinémas comme sous-destinations autorisées.

21. Page 66, Secteurs de Performances Energétiques et Environnementales Renforcées, niveau 3 du SPEER : nous souhaitons une prise en compte des évolutions suivantes :

Emplacement de la modification	Modification proposée	Justification / Commentaire
Demande principale		
§ Performance énergétique des opérations de rénovation	<p>« Le pétitionnaire doit justifier lors du dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme qu'après l'opération de rénovation, le classement du bâtiment au titre du diagnostic de performance énergétique (DPE) sera au moins égal à C pour la classe énergie et à C pour la classe émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>- pour la consommation énergétique : atteinte de l'étiquette C Ou atteinte de l'étiquette D avec un gain énergétique de 35% Ou atteinte de l'étiquette E avec un gain énergétique de 45%</p> <p>- et pour les émissions de gaz à effet de serre : atteinte de l'étiquette C.</p> <p>Cette exigence ne s'applique pas aux bâtiments dispensés de diagnostic de performance énergétique en application des a) à f) de l'article R. 126-15 du code de la construction et de l'habitat »</p>	<p>Dans l'écriture actuelle, la prescription pourrait limiter la rénovation des copropriétés, notamment celles avec des étiquettes F et G (ancien DPE) pour qui l'effort de rénovation devrait être très conséquent pour atteindre le C.</p> <p>Le gain énergétique de 35% est une des conditions pour bénéficier de MaPrimeRénov' Copropriété.</p>
Demandes de reformulation, de précision		
§ Performance énergétique des constructions neuves	<p>Demande que les règles soient valables dès que le seuil est atteint à l'échelle de l'opération (et non à l'échelle du bâtiment)</p>	

Et § Performance énergétique des opérations de rénovation	Ex : une opération de construction de 12 logements avec 3 bâtiments de 4 logements doit appliquer le SPEER	
§ Performance énergétique des constructions neuves Et § Performance énergétique des opérations de rénovation	« Afin d'améliorer le confort d'été, il est exigé de prévoir des protections contre le soleil <u>protections solaires extérieures</u> sur toutes les baies des façades, sauf celles orientées au nord. Il est de plus recommandé de privilégier les dispositifs de climatisation dites passives <u>les solutions passives de rafraîchissement</u> tels que l'orientation du bâtiment, les protections contre le soleil , les dispositifs de ventilation naturels, les puits climatiques, etc... »	Il est exigé dans le Pacte Lille Bas Carbone que soient apposées des protections solaires à l'extérieur du bâtiment (permettant une protection optimale contre le rayonnement). La climatisation est par nature un système actif que l'on souhaite éviter dans les projets. « Protections contre le soleil » exigé et recommandé
§ Performance énergétique des constructions neuves	« Le pétitionnaire doit justifier de la prise en compte de l'objectif de recourir à des énergies faiblement carbonées (<u>émissions de CO₂ inférieures à 150 gCO₂/kWh</u>) pour toutes les consommations en énergie primaire du bâtiment. <u>Celle-ci</u> <u>Cela</u> correspond notamment aux sources d'énergie suivantes : énergies renouvelables ou de récupération, électricité, raccordement à un réseau de chaleur si le contenu CO₂ de celui-ci est inférieur à 150 gCO₂/kWh »	Demande de reformulation pour plus de justesse dans la règle
§ Performance énergétique des opérations de rénovation	Préciser le terme « rénovation »	
§ Performance énergétique des opérations de rénovation	« Le pétitionnaire doit justifier lors du dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme qu'après l'opération de rénovation, le moyen de chauffage du bâtiment sera bas carbone <u>l'ensemble des consommations d'énergie du bâtiment seront couvertes par des énergies faiblement carbonées</u> (émissions de CO ₂ inférieures à 150	Harmonisation avec la construction neuve.

	gCO ₂ /kWh), à moins que le bâtiment ne soit équipé avant rénovation de chaudière à gaz âgées de moins de 5 ans. »	
§ Performance énergétique des opérations de rénovation	<p>« Le changement d'un mode de chauffage ou de production de froid collectif vers un mode de chauffage ou de production de froid individuel est interdit, sauf si le mode individuel est alimenté par <u>une énergie faiblement carbonée</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>De l'énergie renouvelable ou de récupération (émissions de CO₂ inférieures à 150 gCO₂/kWh), les pompes à chaleur étant notamment incluses dans cette catégorie</u> - <u>De l'électricité si le bâtiment atteint un niveau BBC Rénovation.</u> 	Précisions pour limiter le passage de chaudières gaz collectives à des radiateurs électriques dans des bâtiments mal isolés.
§ Production d'énergie renouvelable	<p>Préciser « énergie renouvelable » (pour ce § mais aussi les autres parties du SPEER)</p> <p>Les "énergies renouvelables" sont à comprendre au sens de l'Article L211-2 du code de l'énergie.</p>	Le raccordement au RCU n'étant pas une énergie renouvelable mais une énergie de récupération.
§ Production d'énergie renouvelable	Préciser le terme « rénovation lourde »	Pas de définition trouvée dans l'article évoqué (L.171-4 du code de la construction et de l'habitation)
§ Production d'énergie renouvelable	<p>Supprimer la possibilité ci-dessous de déroger à l'obligation</p> <p>« Le pétitionnaire démontre qu'il existe un faible ensoleillement (irradiation solaire incidente annuelle inférieure à 900 kWh/m²/an sur les pans de toiture en mesure d'accueillir les panneaux solaires). »</p>	Si faible ensoleillement, d'autres solutions permettent de respecter l'obligation (ex : bois énergie, géothermie).
§ Qualité de l'air	<p>« Tout projet de construction, travaux, installation, rénovation sur des bâtiments résidentiels et tertiaires existants et toute opération d'aménagement d'ensemble doit, <u>pour toute nouvelle plantation et réalisation d'espaces verts</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour limiter les risques allergiques liés aux pollens, respecter les pourcentages 	

	d'essences végétales suivants : - ≤ 5 % d'essences à potentiel allergisant fort - ≤ 15 % d'essences à potentiel allergisant moyen - ≥ 80 % d'essences à potentiel allergisant faible ou nul »	
D. Recommandations	Préciser l'articulation entre la partie D et les parties A, B et C. Quelle « hiérarchie » des règles ?	

22. Page 92, dispositions relatives au stationnement pour les « habitations » : pour les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et résidences universitaires, nous redemandons, pour plus de clarté que soit précisé qu'en secteurs S0 et S0.1, **il est demandé la réalisation d'une place de stationnement minimum pour 6 places d'hébergement.**

23. Page 92, dispositions relatives au stationnement pour les « autres destinations » : les normes de stationnement de la destination « industrie » ont été modifiées dans le cadre des travaux en cours sur le PLU. Dorénavant, pour l'ensemble des secteurs (excepté le secteur S0.1), il est indiqué que : « *Des surfaces suffisantes doivent être créées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement des véhicules de livraison et de service, et pour la totalité des véhicules du personnel et des visiteurs. Le pétitionnaire devra mettre en évidence que les besoins en stationnement du projet sont assurés* ».

Il est proposé d'aligner le secteur S0.1 sur la même définition.

• Livre III. Zones constructibles

24. Erreurs matérielles dans les règlements : nous souhaitons la **correction de légères erreurs matérielles** qui se sont glissées dans les règlements des zones lilloises UCM1.1.1 et UCM2.1.1 :

- **Zone UCM1.1.1**, article « implantation des constructions par rapport aux limites séparatives », sous-article « implantation par rapport aux limites non latérales », 1^e paragraphe : « Dans une bande de 12 mètres de profondeur telle que définie dans les dispositions générales : Dans le cas d'unité foncière d'une profondeur égale ou inférieure à ~~quinze mètres~~ douze mètres, la hauteur des constructions (...) ».
- **Zone UCM1.1.1**, article « implantation des constructions par rapport aux limites séparatives », sous-article « implantation par rapport aux limites non latérales », 2^e paragraphe : « Dans une bande de 12 à 15 mètres de profondeur telle que définie dans les dispositions générales : Toute construction doit être implantée en jouxtant les limites séparatives non latérales. A défaut d'être implantée en limite séparative, le bâtiment doit être implanté à une distance au moins égale à 3 mètres par rapport à la limite séparative non latérale la plus proche ».
- **Zone UCM2.1.1**, article « implantation des constructions par rapport aux limites séparatives », sous-article « implantation par rapport aux limites non latérales », 1^e paragraphe : « Dans une bande de 12 mètres de profondeur telle que définie dans les dispositions générales : Dans le cas d'unité foncière d'une profondeur égale ou inférieure à ~~quinze mètres~~ douze mètres, la hauteur des constructions (...) ».

25. Dispositions relatives à l'aspect extérieur des constructions : la demande d'intégration de règles spécifiques au territoire lillois a bien été prise en compte dans les règlements de zone (UCM1.1.1, UCM2.1.1, UCO1.1.1, UCO2.1.1, UCO4.1.1, UCO7.1.1, UCO7.2.1, UGB2.1.1, USE2.1.1 et USE7.1.1), nous souhaiterions néanmoins y apporter quelques modifications de formes :

- L'article relatif à l'aspect extérieur des constructions est appelé « article 3 », or, il s'agit de la suite du tableau présent à la section II. *Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales* et paysagères qui ne présente aucun article 1 et 2. Le titre « article 3 » doit donc être supprimé.
- La coquille suivante doit par ailleurs être corrigée dans le deuxième paragraphe : « Les dispositions du paragraphe II. E de la section I. du chapitre 3 du titre II du livre 1 concernant les règles générales des fermes (hors IBAN) s'appliquent ».
- Point B. Traitement des menuiseries, ornements, modénatures et autres éléments décoratifs, 1. Eléments en saillie des façades : nous souhaiterions une modification du paragraphe suivant : « Les volets roulants ne devront pas apparaître dans le tableau des baies et seront placés à l'intérieur, entièrement dissimulés par la retombée. En cas d'impossibilité, le coffre sera habillé d'un lambrequin travaillé (festonné) » de cette manière : « Les **coffres de volets** roulants ne devront pas apparaître dans le tableau des baies et seront placés à l'intérieur, entièrement dissimulés par la retombée. ~~En cas d'impossibilité, le coffre sera habillé d'un lambrequin travaillé (festonné)~~ ».
- Point E. Traitement des éléments techniques, 3. Eoliennes : nous demandons, pour plus de lisibilité, que les titres soient soulignés ou que soit ajoutée la ponctuation « : » après les titres « Implantation sur construction » et « Implantation sur le terrain sans prendre appui sur une construction ».

26. CBS et pleine terre : il avait été demandé que les dispositions relatives au minimum de 30% de pleine terre pour toutes les constructions soient intégrées dans chaque règlement de zone dédiée. Or, cela n'a pas été réalisé pour la zone UCO4.2.

Nous demandons que cette disposition soit ajoutée selon les termes suivants : « **Un minimum de 30% de la surface de la parcelle doit être réservé à la pleine terre** ».

27. Stationnement : la ville avait demandé que les dispositions relatives à la mutualisation et au foisonnement du stationnement soient applicables aux zonages lillois. Cette mention a bien été reprise dans chaque règlement de zone.

Néanmoins, l'article « stationnement » des règlements de zone indique : « Une application mutualisée des normes de stationnement dans les conditions fixées au Livre 1 est possible dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance ou si une OAP le prévoit ».

Or, nous ne souhaitons pas que les possibilités de mutualisation et foisonnement du stationnement soient réduites aux opérations de lotissement et à celles où le terrain d'assiette de l'opération doit faire l'objet d'une division.

Dès lors, nous proposons la rédaction suivante de l'article stationnement : « **Une application mutualisée et foisonnée des normes de stationnement dans les conditions fixées au Livre 1 est possible** ».

- **Livre IV. Zones spécifiques et de projets publics**

28. Titre 3. Dispositions particulières applicables aux zones U spécifiques ; chapitre 6. Dispositions particulières relatives à la zone urbaine affectée aux activités hospitalières « UCH » : l'étude en cours sur le secteur CHU-Eurasanté de Lille démontre la nécessité d'une réorganisation de l'offre de stationnement et de développement de commerces et services de proximité afin de répondre aux besoins des usagers (soignants, patients, visiteurs). Par ailleurs, les entrées de site doivent être marquées et proposer des services à la croisée des différents flux.

C'est pourquoi, il est proposé de modifier le règlement de la zone UCH afin de permettre le développement de services et commerces de proximité de manière plus importante que ce que permet le règlement aujourd'hui tout en préservant le caractère de la zone dédiée aux activités hospitalières. Il est proposé de passer d'un seuil de 100m² de services et commerces de proximité autorisés dans la zone à **500 m²**. La rédaction pourrait être la suivante :

« Article 2. Autorisations de certains usages et affectations des sols, constructions et activités sous conditions

Sont seuls autorisés :

1. *Les équipements collectifs hospitaliers.*
2. *(...)*
9. *Les services et commerces de proximité d'une surface de plancher inférieure ou égale à ~~100~~ 500 m² répondant aux besoins des utilisateurs »*

- Nous demandons par ailleurs **une extension du linéaire commercial « toute activité »** rue de Marquillies à Lille -Sud :
 - Depuis le linéaire existant au nord de la rue du Faubourg des Postes jusqu'à l'angle entre la rue de Marquillies et la rue Emile Rouzé (angle de la parcelle DR 527),
 - Puis l'angle de la rue de Marquillies et de la rue Emile Rouzé à l'est (parking du garage automobile) (parcelle DP 001 en partie).



- Enfin, nous demandons **une modification du linéaire commercial de « artisanal et commercial élargi » vers « toute activité »** rue des Tanneurs à Lille : depuis le 2 rue des Tanneurs (angle rue de Béthune/rue des Tanneurs) jusqu'au 36 rue des Tanneurs (angle rue de la Riviérette/rue des Tanneurs).



31. Secteur du Grand But à Lomme : depuis l'arrêt de projet du PLU (schéma 1), les esquisses d'aménagement de la zone du Grand But ont évolué. En conséquence, le tracé de l'emplacement réservé F4 « Aménagement de parvis et voirie » a été revu ainsi que la zone UCO2.1.1 au nord du centre commercial Carrefour afin que celle-ci s'étire jusqu'à la rue du Grand But (schéma 2 du 11/04/2023).

Néanmoins, nous désirons que l'emplacement réservé intègre l'ensemble des aménagements prévus dans la zone et soit dès lors, étendu conformément au schéma 3 ci-dessous (extensions demandées en rouge).

Le plan de zonage et le livret des emplacements réservés devront être mis à jour.

Schéma 1 (arrêt de projet) :

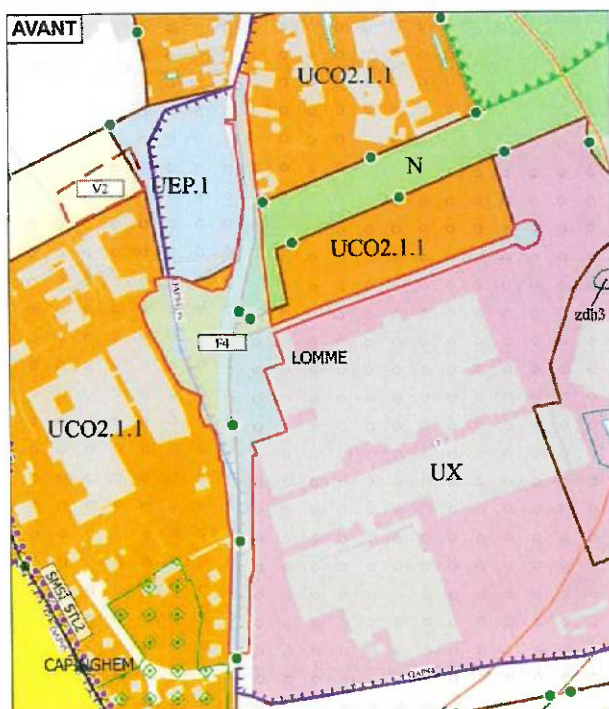
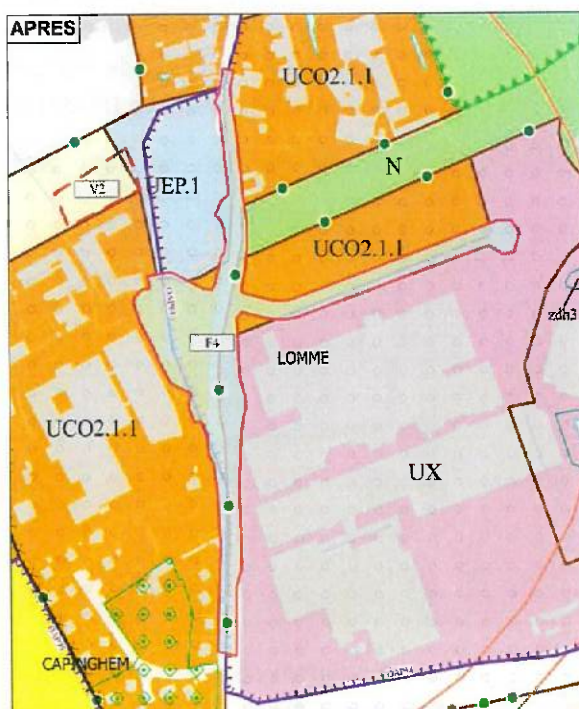
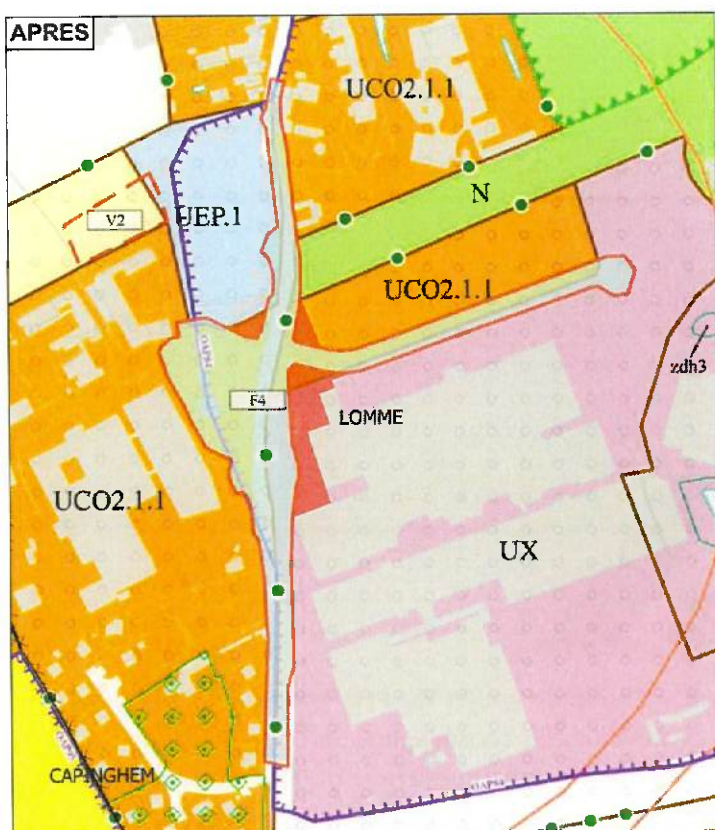


Schéma 2 (11/04/2023) :

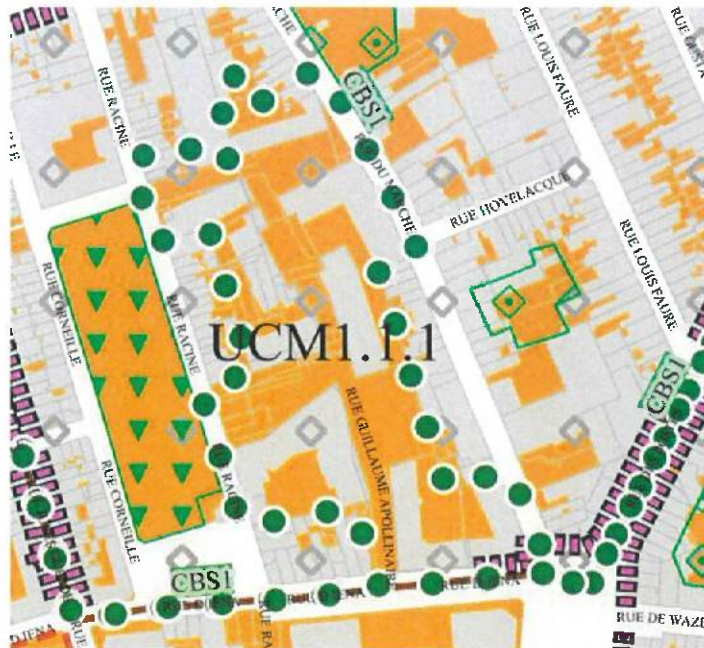


Demande d'évolution de la ville :



Par ailleurs, sur le plan de zonage transmis à l'arrêt de projet, l'étiquette au nord du zonage UCO2.1.1, indique que les parcelles se trouvent en secteur CBS1, or, celles-ci sont localisées en secteur CBS2 du PLU. Il **conviendra de corriger cette erreur matérielle.**

32. Lille, l'îlot formé par les rues d'Iena, rue Racine, rue du Marché et la place Nouvelle aventure (quartier Wazemmes), présente une erreur de dessin puisque la matérialisation d'un secteur CBS1 apparaît à l'intérieur du CBS1 (correspondant peut être à l'ancienne ZAC). **Ce secteur CBS1 devra être supprimé du plan de zonage.**

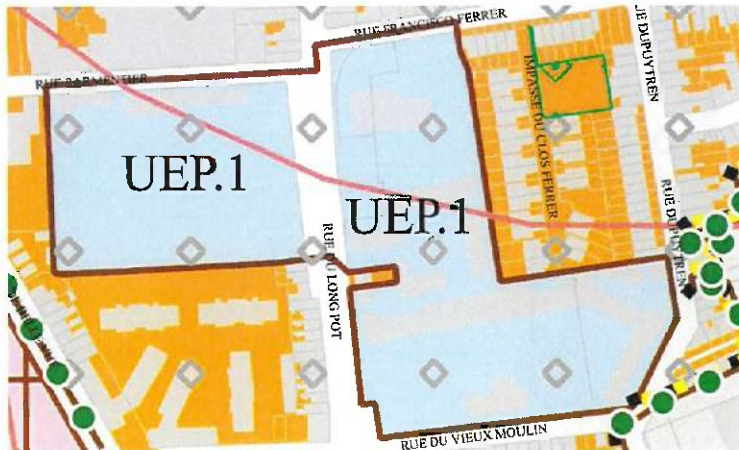


33. Lille, Grand Palais : le plan de zonage présente une erreur de dessin puisqu'un tracé de secteur Servitude de taille de logement (STL) apparaît au nord du Grand Palais, rue Javary. **Ce secteur de STL devra donc être supprimé.**

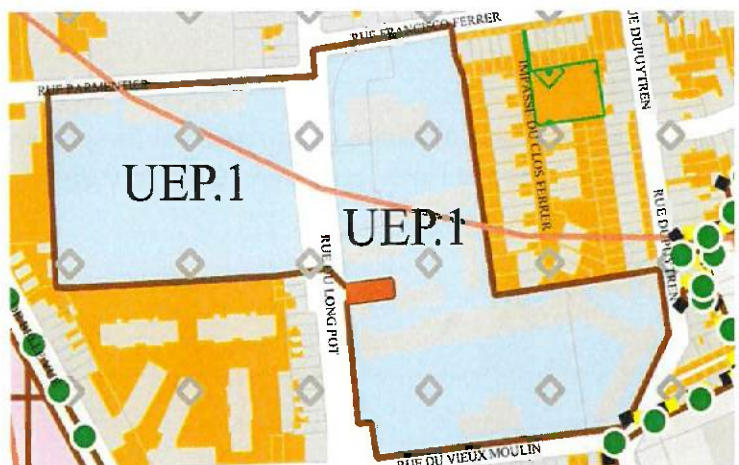


34. Ilot Lakanal à Lille (rue du Vieux Moulin – rue du Long Pot) : afin de supprimer l'enclave dans le plan de zonage, nous demandons l'intégration de la parcelle XC 379 dans le zonage UEP1 (parcelle rouge dans le second plan ci-dessous).

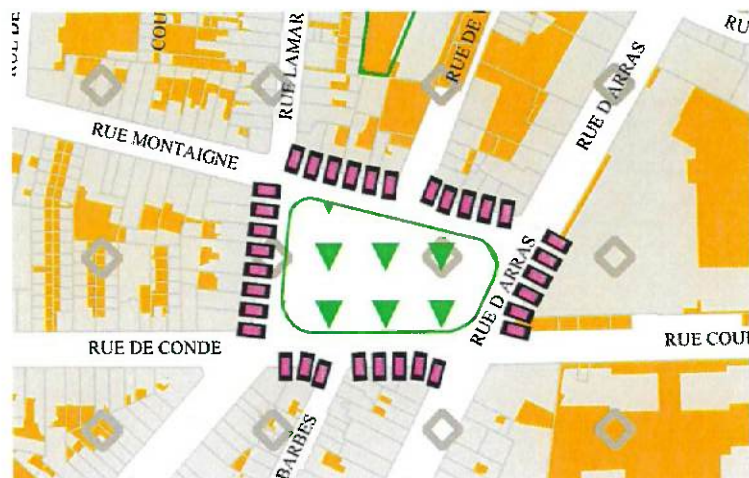
Plan de zonage actuel :



Evolution demandée :



35. Squares et parcs Place Vanhoenacker (rue d'Arras) : l'outil squares et parcs est à supprimer, cet espace ne correspondant pas à un usage de square ou parc mais de place.



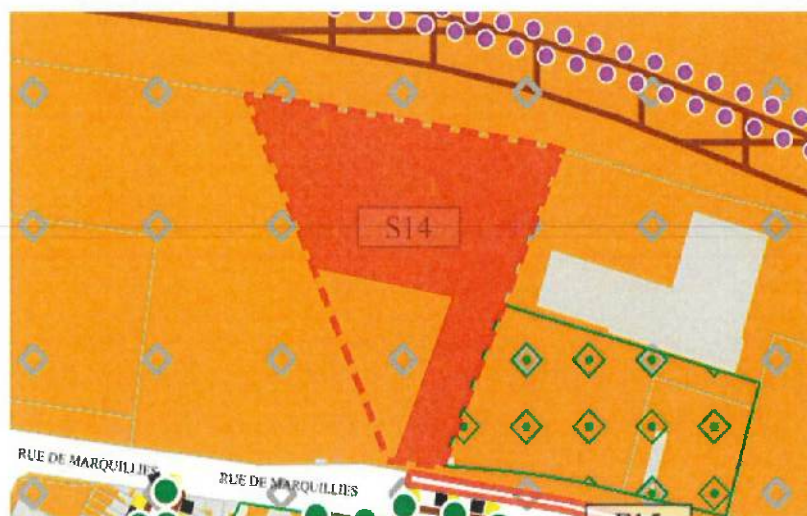
36. Bassin d'orage à Lille-Sud : nous demandons l'ajustement du périmètre du bassin d'orage et la réduction de l'emplacement réservé strictement à l'emplacement du bassin et de ses accès (en rouge dans le schéma ci-dessous).

La superficie de l'emplacement réservé ERS S14 devra être mise à jour dans le livret des emplacements réservés.

Plan de zonage actuel :



Evolution demandée :



37. Secteur Petit Maroc à Lille-Fives : nous demandons le passage de la parcelle UE au sud du secteur en zone mixte UCM2.1.1 en continuité de la zone existante.

Plan de zonage actuel :



Evolution demandée :



38. SPEP rues Jules Vallès/Saint-Luc (quartier Saint-Maurice) : afin de permettre le liaisonnement entre les squares Laplace et de Picardie, nous demandons l'**apposition d'une Servitude de Projet d'Equipement Public (SPEP)**. Celle-ci a pour objet la réalisation d'une liaison douce/piétonne, au bénéfice de la MEL.

Le livret des emplacements réservés et des servitudes assimilées pourra être modifié comme suit :

- Type : SPEP
- N° : à définir
- Description : réalisation d'une liaison douce/piétonne
- Bénéficiaire : MEL
- Superficie : environ 0,08 ha
- Adresse : rues Jules Vallès/Saint-Luc

Plan de zonage avec périmètre du SPEP en rouge :



39. Cimetière Hellemmes : dans le cadre de l'aménagement du cimetière d'Hellemmes (rue Roger Salengro), nous demandons le passage de la parcelle au nord du site (en rouge dans le schéma ci-dessous) de Secteur Paysager et/ou Arboré à préserver (SPA) à **Squares et Parcs**.



E. Le plan de stationnement

40. La différence de teinte entre l'aplat du secteur S0 et celui du secteur S0.1 au plan de stationnement nous semble trop faible pour être facilement lisible. **Nous souhaiterions que ce point soit revu.**

41. Plan de stationnement de Lomme : dans une optique de cohérence avec les îlots voisins et du fait de la proximité de la station de métro, nous demandons que les deux îlots cernés par l'Avenue de Dunkerque, la rue Jolivet, la rue Desruelles et la rue Vieille voient **leurs règles de stationnement passées de S4 à S0.**

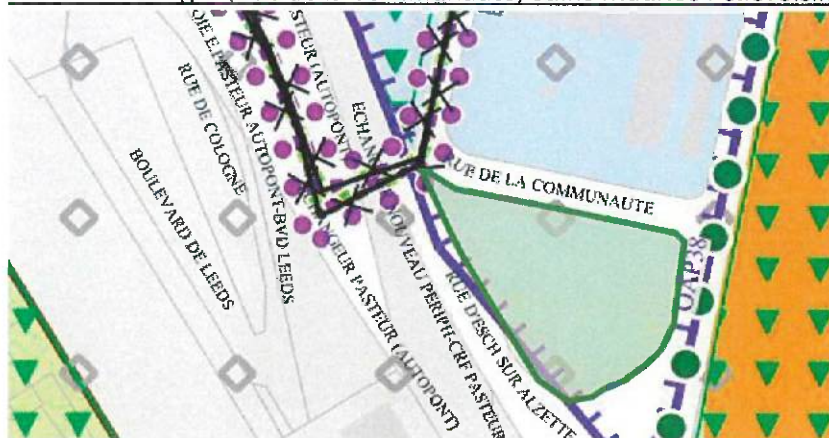


4. Annexe cartographique

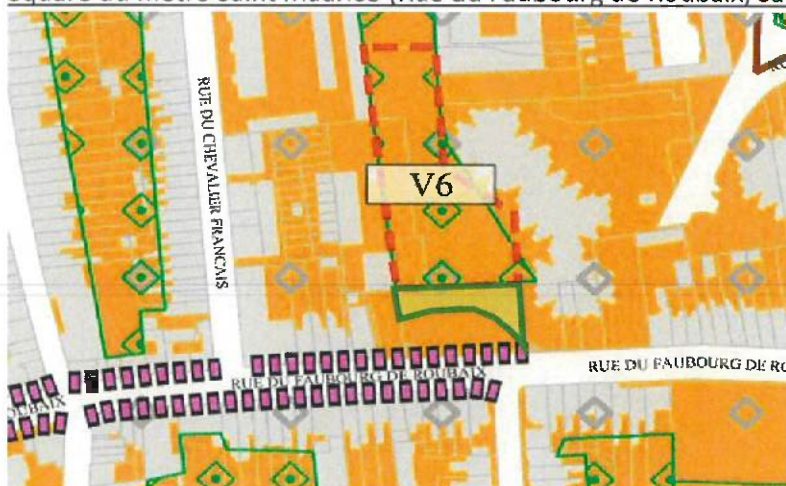
Cette annexe complète le point C. Le plan de zonage de la partie 2. Conforter l'ambition environnementale du PLU.

7. Squares et parcs : nous demandons la mise à jour des squares et parcs suite à la transmission des cartes de nature en ville de la MEL :

- Parvis des nuages (Rue de la Communauté, Saint-Maurice Pellevoisin) :



- Square du métro Saint Maurice (Rue du Faubourg de Roubaix, Saint-Maurice Pellevoisin) :



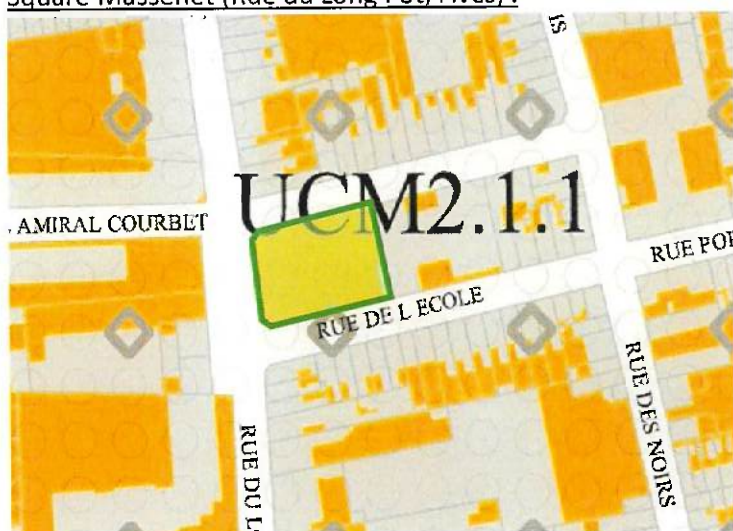
- Square Faraday (Rue Faraday, Saint-Maurice Pellevoisin) :



- Inscription de la totalité du Jardin Frémy Courbet et régularisation (Rue Frémy, Fives) : ajout des parcelles CN 327 et CN 332 (en vert), suppression des parcelles CN 303 et CN 304 (en rouge).



- Square Massenet (Rue du Long Pot, Fives) :



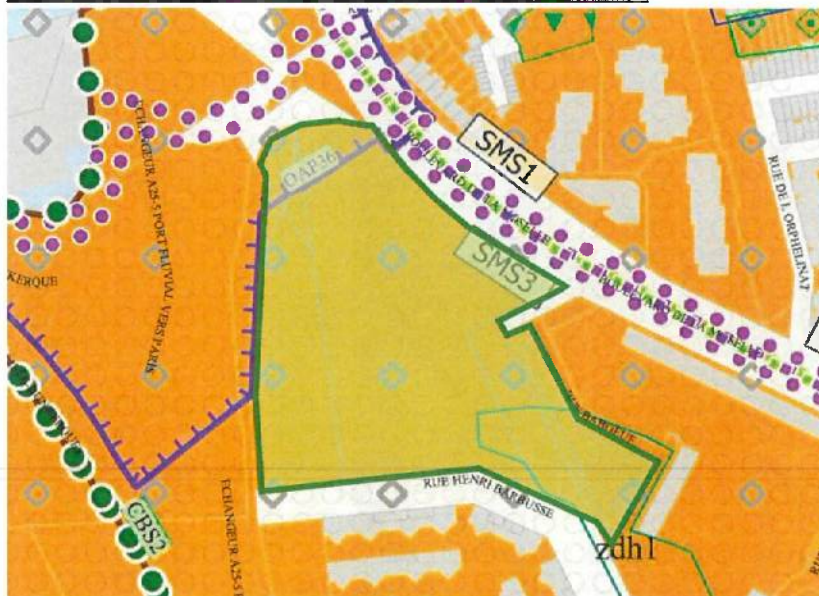
- Pelouse de la Maison Folie de Wazemmes (Rue de l'Hôpital Saint-Roch, Wazemmes) :



- Square des enfants (Rues Jean Zay-Aristide Briand, Moulins) :



- Parc Barbusse (Rue Barbusse, Faubourg de Béthune) :



- Jardin des cultures (Rue de l'Epi de Soie, Lille-Sud) :



- Square Gavarni (rue Gavarni, Bois-Blancs) :



- Plaine des Vachers en totalité (Avenue de Dunkerque, Bois-Blancs) :



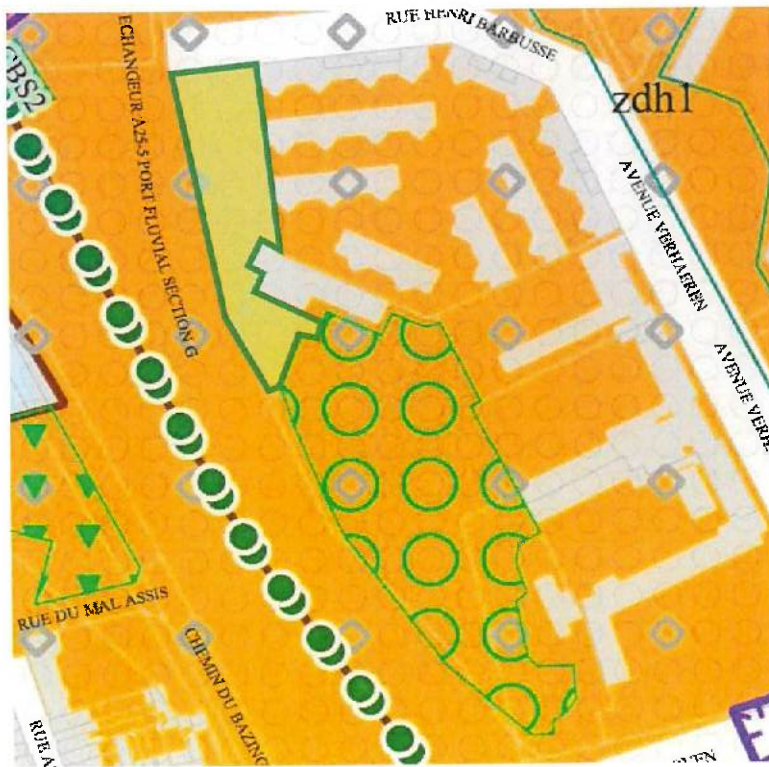
- Square Catinat (Place Catinat, Vauban) :



- Parc du Rossignol (entrée Rue des Martyrs de la Résistance, Lomme) : nous demandons l'ajustement du secteur squares et parcs avec la suppression de la parcelle inscrite en rouge dans le schéma ci-dessous :

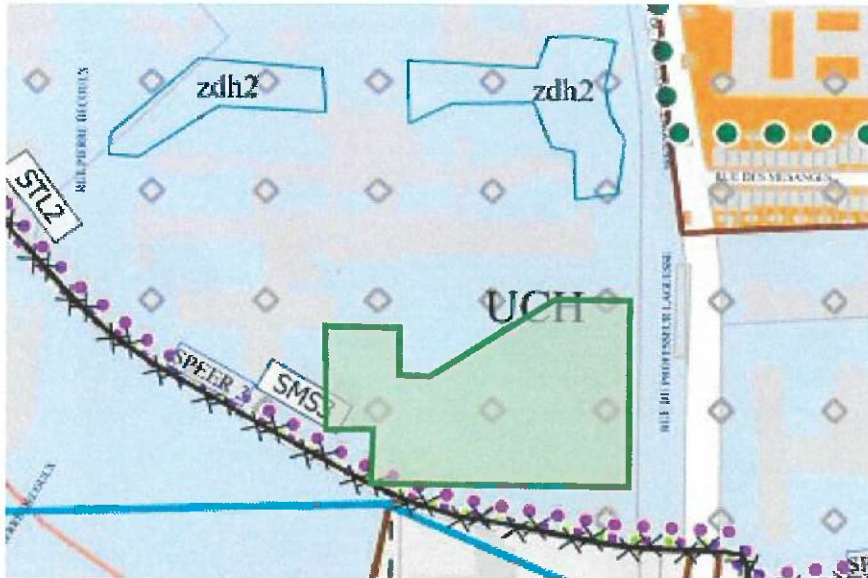


8. Espaces Boisés Classés : nous demandons l'extension du secteur Espace Boisé Classé (EBC) du Square Verhaeren (Avenue Verhaeren, Faubourg de Béthune).

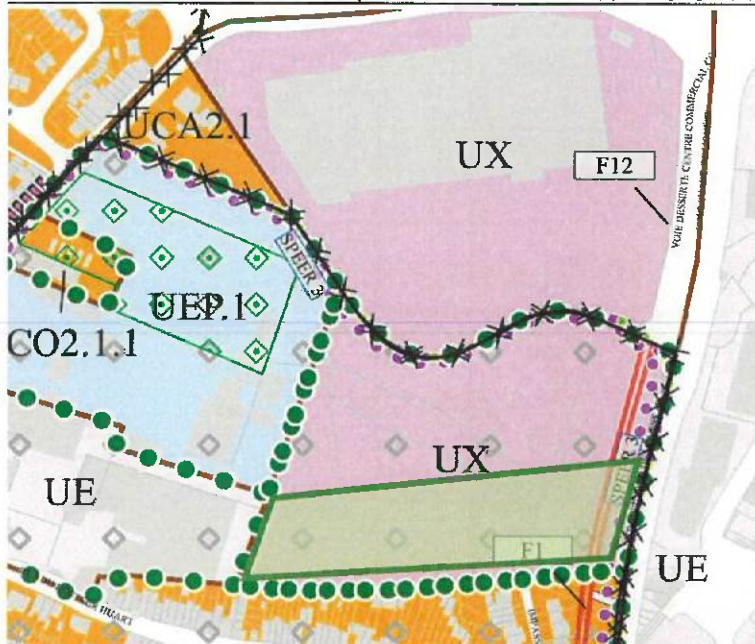


9. Secteurs Paysagers et/ou Arboré (SPA) SIMPLE : nous demandons l'ajout de deux SPA de type « simple » à la suite de la transmission des cartes de nature en ville de la MEL :

- Sapinière du CHU (Sud de l'Hôpital Albert Calmette, Lille-Sud) :



- Foncier au Sud de Cora Flers (Boulevard de l'Ouest à Hellemmes) :

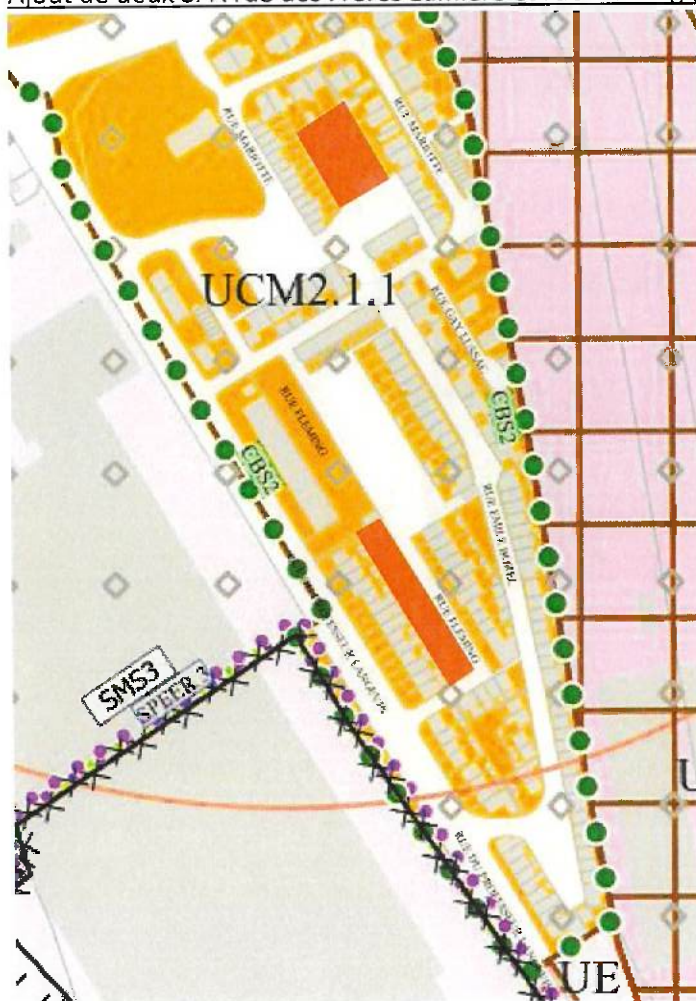


10. Secteurs Paysagers et/ou Arboré (SPA) NORMAL : nous demandons la mise à jour des SPA de type « normal » inscrits au PLU. Les nouveaux périmètres de SPA correspondent à l'aplat rouge :

- Extension et redécoupage du SPA rue Saint-Charles (Bois-Blancs) :



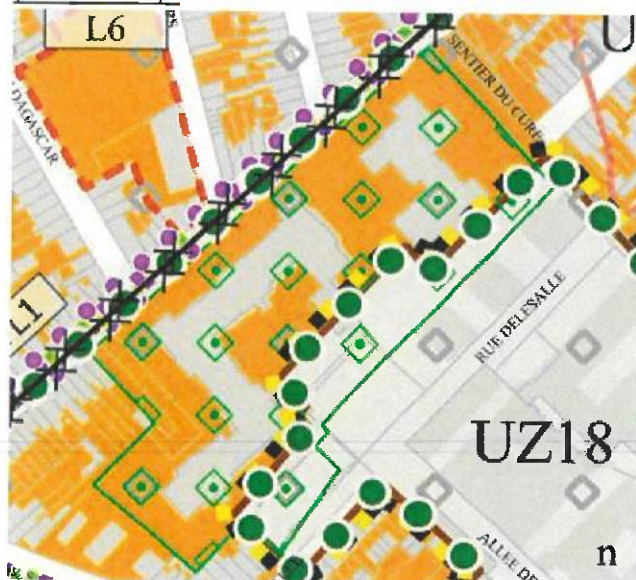
- Ajout de deux SPA rue des Frères Lumière et rue Fleming (Fives) :



- Suppression du SPA rue Etienne Dolet (Hellemmes) :



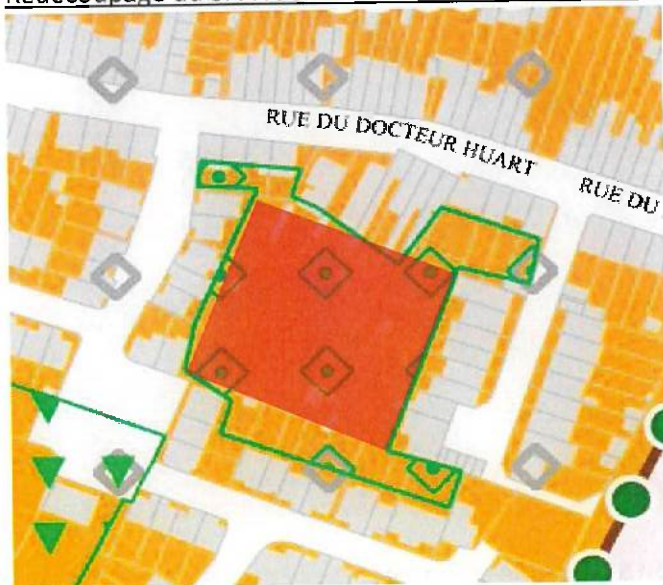
- Transformation du SPA normal en SPA simple croisement rues Etienne Dolet / Sentier du Curé (Hellemmes) :



- Transformation du SPA normal en SPA simple rue Jean Bart (Hellemmes) :



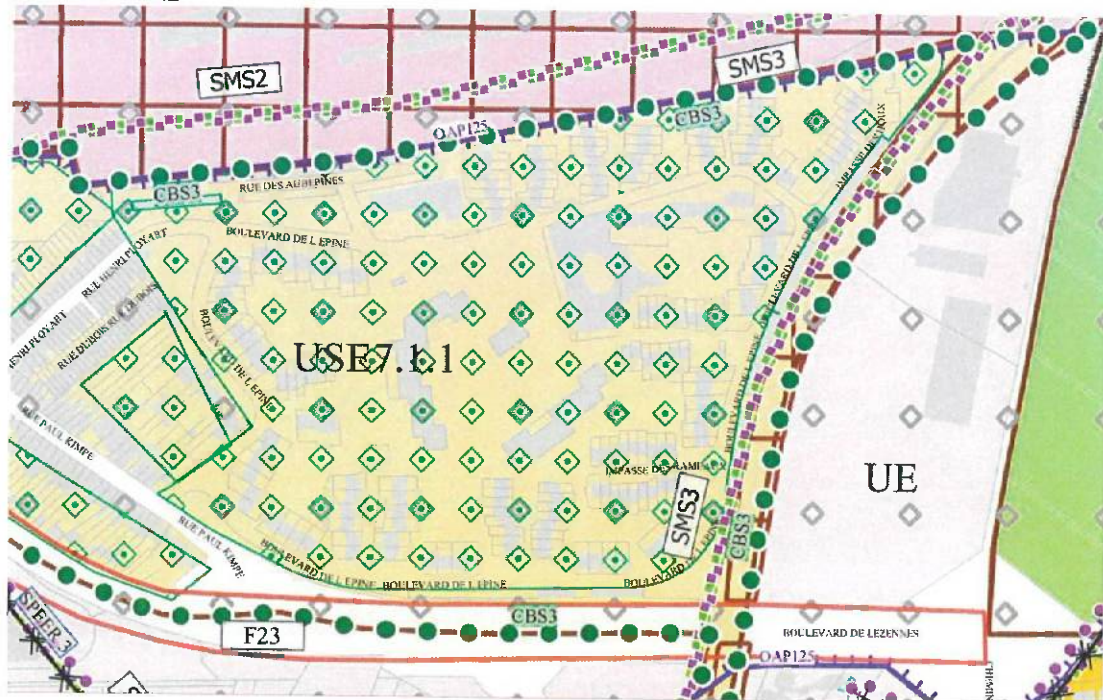
- Redécoupage du SPA rue du Docteur Huart (Hellemmes) :



- Redécoupage du SPA rue Anatole France (Hellemmes) :



- Transformation du SPA normal en SPA simple sur le quartier de l'Epine – Boulevard de l'Epine (Hellemmes) :



- Ajout d'un SPA sentier du Curé / Impasse Flavigny (Hellemmes) :



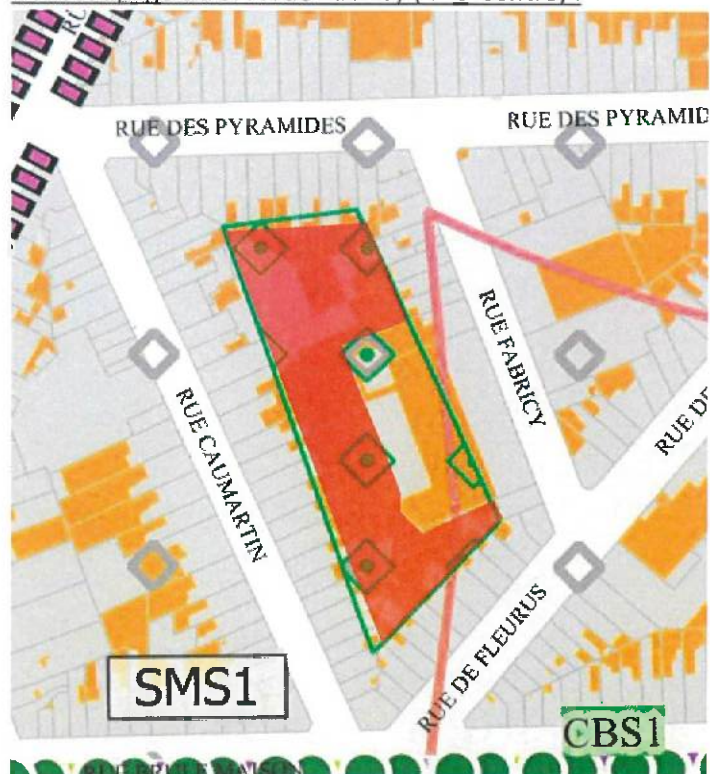
- Ajout d'un SPA rue Fénelon (Hellemmes) :



- Ajout de 3 SPA rue Denis Cordonnier (Hellemmes) dans une logique de cohérence d'ensemble du secteur :



- Redécoupage du SPA rue Fabricy (Lille-Centre) :



- Redécoupage du SPA boulevard Louis XIV (Lille-Centre) :



- Redécoupage et ajouts de SPA chemin des Margueritois (Lille-Sud) :



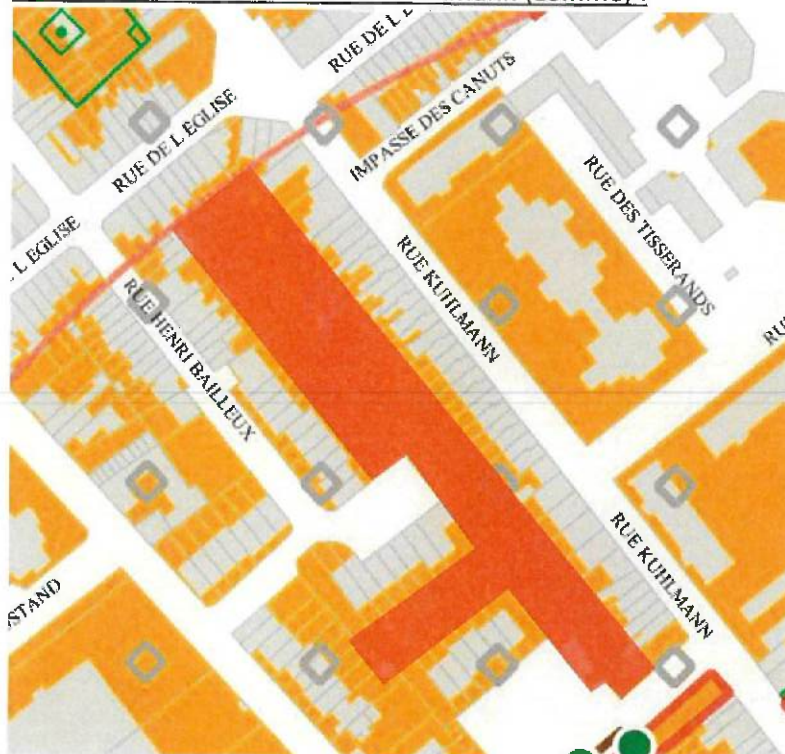
- Redécoupage du SPA afin d'en exclure l'emplacement réservé infrastructure F7 rue Kuhlmann (Lomme) :



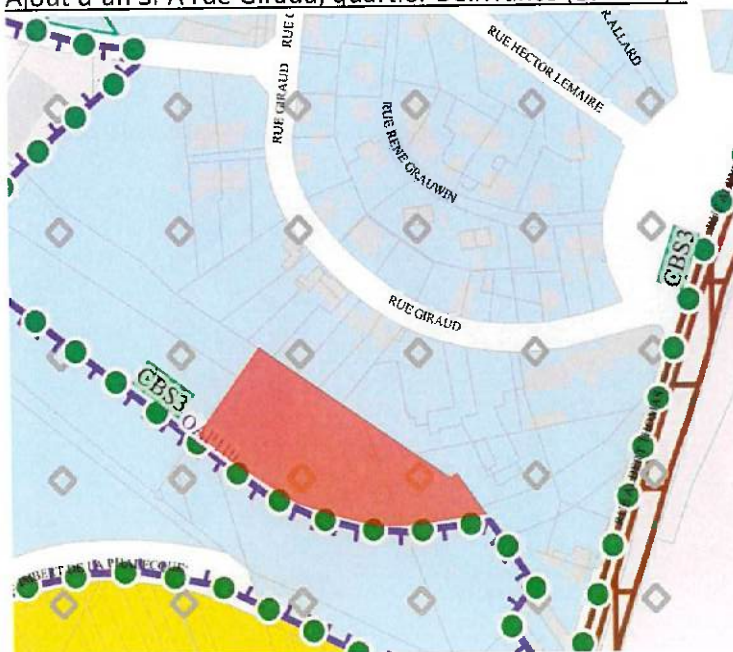
- Redécoupage du SPA rues Anatole France/Gustave Delory (Lomme) :



- Ajout d'un SPA au sud de la rue Kuhlmann (Lomme) :



- Ajout d'un SPA rue Giraud, quartier Délivrance (Lomme) :



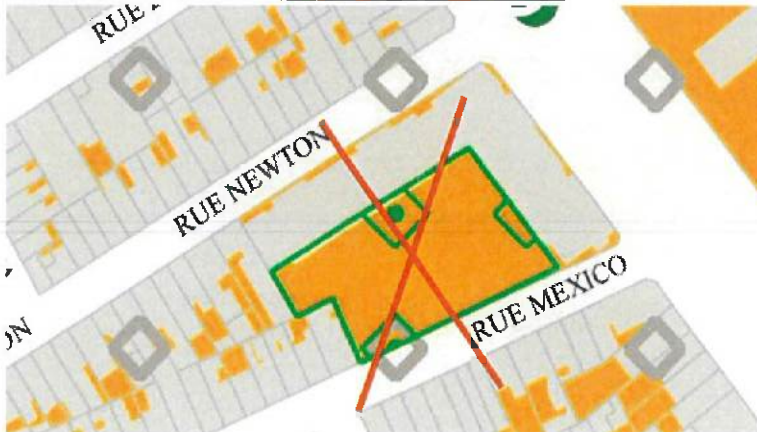
- Redécoupage et extension du SPA rue Alfred Musset (Vauban-Esquermes) :



- Redécoupage du SPA rue Casimir Delavigne afin de l'exclure du périmètre de l'OAP36 (Vauban-Esquermes) :



- Suppression du SPA rue Mexico (Wazemmes) :



- Ajustement du SPA rue des Meuniers/rue de Wazemmes (Wazemmes) : suppression de la partie en rouge :



- Suppression du SPA rue des Meuniers/rue Barthélémy Delespaul (Wazemmes) :



- Suppression du SPA rue des Stations/Boulevard Montebello (Wazemmes) :



- Redécoupage du SPA rue des Meuniers (Lille-Moulins) :

